

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 12, DIM 13, LUN 14 MAI 1979 — N° 914

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Nous ne nous habituerons pas au chômage !

Une fois de plus, en ce début de semaine, monsieur Barre a tenu à s'exprimer avec la franchise qu'il affectionne : le chômage ? Ne vous faites pas d'illusions, il n'est pas prêt de diminuer. Ses experts avaient donné le ton quelques jours plus tôt : 2 millions de chômeurs prévisibles en 1983.

Pas d'illusions, ça va durer, il faut s'habituer. S'habituer : c'est notamment là-dessus que table la bourgeoisie pour poursuivre sa politique. Plus d'un million et demi de chômeurs maintenant, deux ou peut-être plus en 1983, ça doit devenir quelque chose d'anodin ! Deux millions d'hommes, de femmes, de jeunes privés de travail, privés d'une part importante de leurs ressources, cela devient, comme disent les technocrates des ministères, «une donnée permanente dans un pays moderne» ; alors, autant prendre son mal en patience. Faire en sorte qu'un tel état de choses soit admis comme une donnée «normale» parmi d'autres, pour la France, confrontée à la concurrence, engagée dans les restructurations industrielles, à coups de milliards, c'est d'autant plus un calcul du pouvoir, aujourd'hui que celui-ci sait que sa politique implique l'existence durable d'un chômage massif, sans amélioration prévisible.

Banal, le chômage ! Des centaines de milliers d'hommes et de femmes privés du droit de travailler, privés de leurs ressources, contraints à l'économie sur le minimum vital, sur la nourriture, sur tout. Banal. Expulsions pour loyers non payés, coupures de gaz et d'électricité. Rien de plus banal ! Avenir de plus en plus incertain pour des centaines de milliers de jeunes, n'est-ce pas de plus en plus à chaque rentrée la même chose ? Et les vacances des chômeurs et de leurs enfants, où se passeront-elles cette année ? Solitude, isolement, désarroi de se sentir à l'écart de la société (désarroi parfois jusqu'au suicide). Banal. Rendre banal une telle réalité qui condamne sans appel cette société capitaliste, n'est-ce pas l'espoir de ceux qui nous gouvernent et nous exploitent ?

Faire de la masse des chômeurs autant de cas isolés, anonymes, profiter de la diversité de leurs situations, selon l'âge, le sexe, la nationalité, l'entreprise d'origine, la région, profiter de la différence avec les travailleurs actifs, c'est ce que recherche la classe au pouvoir.

Ce calcul des exploiters, nous devons le déjouer. C'est ce que les travailleurs de la sidérurgie, ceux de la téléphonie, et d'autres secteurs encore, ont commencé à faire en passant à l'action offensive, en affirmant bien haut que les licenciements et le chômage sont intolérables. Il faut poursuivre et renforcer dans ce sens, populariser chaque initiative, sortir de l'isolement toute action, toute initiative, même limitée, contre les licenciements et le chômage, faire en sorte que convergent les luttes des chômeurs et des actifs, y compris à travers des revendications telles que les 35 heures par semaine, sans diminution de salaire.

La colère accumulée par la situation scandaleuse que subit aujourd'hui la classe ouvrière, à travers le chômage, doit se transformer en potentiel de lutte.

Non, le chômage ne deviendra pas banal !

## 38<sup>e</sup> congrès de la CFDT

# LA MAJORITE CONFEDERALE S'IMPOSE DE JUSTESSE



**43 % de votes contre et d'abstentions sur le rapport d'orientation**

Lire le compte rendu de nos envoyés spéciaux en pages 6 et 7

## 23<sup>e</sup> congrès du PCF

# L'OMBRE DES OPPOSITIONNELS PLANE SUR LES TRAVAUX

Plusieurs initiatives des oppositionnels

Les militants du PCF opposés à la direction sont absents du congrès. Mais leur spectre semble hanter les congressistes qui ont consacré plusieurs interventions à les attaquer, sans jamais les nommer.

Jeudi, ceux-ci dénonçaient l'alignement de leur parti sur les positions soviétiques. Ils se rendaient ensuite en délégation à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour exiger la libération de Sabata, de nouveau condamné.

L'Humanité de ce vendredi n'a, elle, pas entendu parler de cette condamnation.

Lire le compte-rendu en page 11 de notre envoyé spécial Nicolas DUVALLOIS

**Otages du 23 mars  
Scandaleux  
alourdissement  
des peines  
en appel**

Lire en page 4



# POSITIONS

## Des militants du PCF s'interrogent sur le caractère révolutionnaire de leur parti

Le dernier numéro de *Positions*, centré sur les perspectives du PCF au moment de son congrès, témoigne des thèmes de réflexion de militants critiques par rapport aux problèmes du moment, comme le congrès en cours, les positions de la direction du PCF sur la police, les femmes, l'école. La revue présente également le compte rendu du colloque qu'elle a organisé début mars. Nous publions de larges extraits du compte rendu de la commission qui s'est tenue sur la question «*Parti révolutionnaire et rapports aux masses*».

L'unanimité s'est faite sur les pesanteurs qui empêchent le Parti de se démarquer de la société bourgeoise. Dans la mesure où le PCF accepte les règles du jeu démocratique bourgeois, il a sa place sur l'échiquier politique (voie démocratique et pacifique au socialisme, électoralisme, gestion «démocratique» des collectivités locales, participation aux Conseils d'Université, etc.).

Cette intégration est également idéologique dans une certaine mesure. Se reproduisent à l'intérieur du Parti des valeurs et des schémas de fonctionnement spécifiquement bourgeois, dont l'aspect dominant est le souci et le respect de la hiérarchisation. Cela conduit à une opposition entre ceux qui savent et les autres, entre ceux qui disposent des informations et ceux qui n'en disposent pas, entre ceux qui comprennent les implications de la situation politique et ceux qui ne les comprennent pas. De là vient que le rapport géants et la base est un rapport pédagogique du type enseignant-enseigné. Or, les structures éducatives du PC contribuent, consciemment ou non, à reproduire et à renforcer ce type de relation au lieu de le remettre en cause. La question qui se pose alors pour beaucoup est de savoir si le degré d'institutionnalisation du parti permet encore de lutter efficacement, au plan idéologique, contre le modelage culturel qu'ont imprimé à notre peuple les institutions bourgeoises (...).

L'ouvriérisme tend à masquer la reproduction de l'opposition travail manuel-travail intellectuel. A force de donner une image tronquée et déformée de l'intellectuel, on en vient à faire nier par les ouvriers eux-mêmes la nécessité d'une formation politique et intellectuelle qui reste le privilège d'un petit nombre d'élus. Pire, il est à se demander si l'instinct de conservation de certains dirigeants ne les conduit pas parfois à utiliser le réflexe ouvriériste dans le but de protéger leur petit pouvoir plus que dans celui de faire jouer pleinement au Parti son rôle historique. A ce programme, a été cité l'exemple des biographies de ces responsables politiques qui restent ouvriers métallurgistes pour l'éternité même lorsque leur passage dans la vie professionnelle a été réduite au minimum.

### LE PARTI ET LES LUTTES

Tout le monde était d'accord pour dire que le PC était présent dans les luttes

tant il est vrai que le combat économique est primordial pour la classe ouvrière... mais également pratique pour le Parti, pour évacuer le débat idéologique et marginaliser ceux qui considèrent qu'en faire l'économie, c'est réduire la capacité révolutionnaire des masses. Il arrive pourtant qu'il ignore certaines formes de luttes (en 68 le PC condamnait les agissements de groupuscules gauchistes alors que les étudiants, en masse, étaient impliqués dans le mouvement; plus récemment les comités de soldats n'ont guère bénéficié de l'appui du Parti) ou qu'il les freine (le Parti refuse de s'investir dans certains mouvements qu'il n'est pas sûr de pouvoir contrôler).

Toutefois, même quand il prend le train en marche, il donne à ces revendications un contenu de classe et un impact de masse indéniable, jusqu'au moment où le développement de ces luttes crée un mouvement assez puissant pour lui faire craindre de n'être pas reconnu comme le seul guide révolutionnaire.

Plutôt alors que d'accepter la créativité des masses, le Parti préfère sonner le ralliement de ses troupes en dénonçant les dangers de l'aventure (mai 1968) ou du virage à droite (septembre 1977).

(...) Quelles perspectives s'ouvrent donc? Quelle est la place du courant révolutionnaire à l'intérieur du PC? Le parti tel qu'il existe, est-il un instrument adéquat pour les transformations révolutionnaires? A partir du moment où il se veut parti de gouvernement, ne perd-il pas ce qui était censé être sa spécificité?

La démocratisation des appareils d'Etat n'est pas une perspective révolutionnaire, et comme c'est la seule perspective du PC, il y a de fortes chances pour que le PC ne soit pas (ou plus) révolutionnaire.

Pourtant, pour l'instant du moins, les participants au colloque ne renoncent pas au combat à l'intérieur du Parti.

# REBELLES

La lutte des lycéens de Belfort (tous les lycées de la ville dans l'action et ses succès (mêmes limités) montrent que le redéploiement Beullac peut être efficacement combattu.

A Belfort le 22 mars, une manifestation des profs et des parents d'élèves et une grève sont prévues. Grève de protestation contre la suppression de postes d'enseignants, cela aboutira à des classes surchargées: 35 élèves par classe dans le primaire, et 49 élèves dans le secondaire. Bref, c'est ce que nous promet le redéploiement de Beullac. Dans cette manifestation, c'est le cortège lycéen qui est le plus combatif (...).

Une semaine après, le jeudi 29 mars, après s'être réuni et avoir discuté, un groupe de lycéens du technique appelle à la grève.

A cet appel, plus de 1 000 lycéens répondent (...).

Après être passé au lycée de garçons, où là aussi les lycéens se prononcent en grande majorité pour la grève en soutien au technique, mais aussi pour leurs propres revendications, un cortège de plus de 2 000 lycéens se rend au lycée Courbet (le plus répressif de la ville). Là, l'administration ferme la porte et exerce des pressions sur les lycéens (des sanctions allant jusqu'à 8 jours d'exclusion sont prises). Finalement, l'assemblée générale reconduit le mouvement à 14 heures l'après-midi.

### LA NECESSITE DE S'ORGANISER...

Pour la deuxième fois, 2 500 lycéens se dirigent vers le lycée Courbet, les manifestants parviennent à y entrer par les portes de service et envahissent les couloirs, appellent ceux qui sont encore en cours à les rejoindre. Devant l'attitude de l'administration qui refuse de discuter et de s'expliquer sur la répression, à plus de 2 500, les élèves se dirigent vers le centre-ville scandant des mots d'ordre: «*Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs !*», «*Non aux CET-caserne*», «*LEP, fabriques d'OS !*», «*Lycéens, LEP tous unis !*».

Arrivés au lycée de garçons, une AG termine la journée: comment continuer le mouvement? Il est donc décidé démocratiquement de tenir des AG dans chaque lycée. Cette première journée d'action a montré la colère des lycéens contre les mesures Beullac. Un grand souci des lycéens: ne pas se faire récupérer et avoir un fonctionnement démocratique.

Le vendredi 30 mars, se tiennent des AG dans chaque lycée (...).

Le samedi après-midi, une trentaine d'élèves se réunissent et réfléchissent sur les actions à mener. Dans cette réunion, il ressort la nécessité de s'organiser. En effet, durant ces deux jours, ce sont les lycéens du technique qui, par leur grande mobilisation, ont entraîné les autres lycéens.

# DES ACTIONS QUI PAYENT



### ... POUR MOBILISER TOUS LES ÉLÈVES... I

Il est donc décidé d'élire dans chaque lycée un comité de grève qui proposerait des actions concrètes et qui permettrait la coordination des lycées. Afin que chaque lycée ait sa propre organisation. Le lundi matin, un tract est distribué dans chaque lycée (...).

### DES RESULTATS QUI MARQUENT UN PREMIER RECUL DE L'ACADEMIE

Les cours ont repris jeudi. L'après-midi, l'inspecteur accep-

taut de recevoir une délégation de lycéens pour discuter des revendications, à raison de deux élèves par lycée. Les comités de grève se sont réunis, appréciant que la proposition de l'inspecteur était le fait du rapport de force que les élèves ont réuni et non le bon vouloir de ce dernier, ont décidé d'envoyer cinq élèves par comité de grève sous peine de repousser la proposition. Finalement, il a fini par accepter de recevoir les comités de grève au complet. L'entrevue a duré deux heures et demie, au terme desquelles seules les revendications suivantes ont été acceptées: droit d'affichage libre et le droit pour les lycéens majeurs de si-

gner leurs mots d'absence. Pour le reste, il nous recommanda de nous adresser aux instances supérieures, c'est-à-dire à Beullac.

Nous lui avons demandé quel était son rôle; il nous répondit qu'il est une simple boîte à lettres.

Après cette entrevue, les comités de grève se sont retrouvés et ont décidé d'une action et d'un meeting le jeudi de la rentrée en essayant d'y associer les profs.

# Sidérurgie SE DONNER LES MOYENS

Solmer (Fos-sur-Mer)

## La répression au centre du débat

Jeudi à Fos, on était loin de la franche reprise du travail que souhaite la direction. Le haut fourneau n°2 continue à cracher de la mauvaise fonte consécutive à la mise en veilleuse prolongée. Jeudi matin d'ailleurs la maîtrise freinait les opérations de remise en route car elle craignait que l'équipe C, qui prenait le poste d'après-midi, débraye aggravant encore les difficultés de remise en activité normale... Cela montre à quel point elle est peu sûre de la réalité de la reprise. Cela l'amène à intensifier sa campagne d'intox.

Pour cela, elle reçoit le concours diligent de FR3 ;

ainsi mercredi soir, la radio-télévision régionale interviewait des délégués syndicaux en tenue de ville et faisait parler, tout de suite après, un ancien militaire, membre de la maîtrise, mais le casque de sidérurgiste sur la tête. Se faisant passer pour un ouvrier, celui-ci se plaignait des syndicats - qui-vous-empêchent-de-gagner - votre croûte. Les cadres du patron continuent à se déplacer en commandos dans l'usine, tentant d'empêcher des délégués d'entrer en contact avec les sidérurgistes. Ils font aussi courir de fausses nouvelles, affirmant par exemple que

la CFDT désavouait Bernard Claireau (le délégué en cours de licenciement), ou que l'inspecteur du travail avait refusé ce renvoi. Tout cela naturellement pour mettre un terme à la réelle solidarité qui s'organise autour des deux délégués licenciés au moment où l'inspecteur du travail commence son enquête.

Les ouvriers pour leur part signent massivement une motion dans laquelle ils se déclarent co-responsables de ce qui est reproché à Serge et à Bernard (occupation de la salle de contrôle des HF, emprunt d'un fichier aux postes de gardes, en tout une dizaine de motifs).

Des panneaux signés CGT-CFDT dénoncent la répression exercée par les cadres et publie notamment de nombreuses photos où l'on voit ces messieurs en train de faire leur sale besogne.

Le travail n'a pas encore complètement repris mais, disait un délégué de la CGT, «tant que le HF 2 ne produira pas à nouveau de la bonne fonte, on ne verra pas clairement qui est gréviste et qui ne l'est pas».

Pour la plupart, les gars font des petits boulots à droite et à gauche et ne mettent pas un grand enthousiasme à l'ouvrage... La CGT - c'est un élément important de la situation sur Fos - semble favorable à ce que s'engage une lutte dure.

F.M.

Sud de la Meurthe-et-Moselle

## L'AUTOMATICITÉ DE L'INTERVENTION POLICIERE

Depuis la mi-avril, les travailleurs des différents chantiers des aciéries de Pompey sont entrés en lutte pour obtenir leurs revendications sur les salaires et les conditions de travail. Depuis mercredi 9, les choses se durcissent dans l'usine à la suite de l'intervention des flics dans la nuit de mardi. Dans le même temps, à Frouard, les travailleurs de l'usine Munch (boîte de la métallurgie) se mettent en grève pour obtenir les 40 heures, le 13<sup>e</sup> mois. Dans la journée de mercredi 80 gardes mobiles font une descente éclair pour «libérer» le patron. Les aciéries de Pompey, c'est le secteur des aciers spéciaux, des aciers fins, qui trouve ses débouchés dans les secteurs de pointe de l'industrie nucléaire, aéronautique ou automobile. Bien que ce secteur fasse partie de la sidérurgie lorraine, on ne connaît pas encore les détails de sa restructuration.

Les gars se battent depuis plusieurs semaines, notamment au chantier de l'étréage. Dans les différents chantiers, les cahiers de revendications s'accumulent depuis deux ans

sans recevoir de réponse positive de la direction. Au début de la semaine, la lutte s'est étendue à d'autres chantiers. Lundi, les sidérurgistes bloquent les portes de l'usine et diffusent le tract intersyndical (CGT-CFDT) afin d'informer l'ensemble du personnel. Mardi, devant les réponses négatives de la direction, les travailleurs décidaient de monter aux bureaux afin d'obtenir une «discussion». Les gars y resteront jusqu'à minuit quand 300 CRS interviendront pour dégager les lieux à coups de crosse et faire sortir le directeur technique. Celui-ci, les syndicalistes l'affirment, n'était pas séquestré. Contre cette intervention policière intolérable, c'est l'ensemble des aciéristes qui, le mercredi 9 mai, ont arrêté le travail, organisé une manifestation sur le secteur Pompey-Frouard, bloqué l'autoroute à midi afin de populariser leur lutte.

### GREVE AUSSI A MUNCH

A quelques kilomètres de là, aux établissements Munch, des ouvriers enta-

maient une grève mercredi. Une grève tout à fait ordinaire qui ne fait que commencer. C'est certainement pour les intimider que, vers 15 heures, 8 estafettes de gardes mobiles et 2 cars de CRS arrivaient devant l'usine où étaient rassemblés la cinquantaine de travailleurs. 80 flics opéraient en 15 secondes une libération bidon du patron. Celui-ci en effet n'était ni retenu, ni séquestré. La colère est grande chez les gars : «Si on avait su on aurait occupé tout de suite ; la prochaine fois, il faudra réagir plus fermement». Le débat a commencé sur la manière de poursuivre la grève. Cette intervention des flics à peine la grève entamée est insupportable. Le pouvoir et le patronat cherchent à intimider les travailleurs du Sud de la Meurthe-et-Moselle, pour qu'ils renoncent à développer leur lutte. Mais les gars de Pompey et de Munch ne sont pas décidés à se laisser faire. Pour leurs revendications et contre l'intervention des flics, développons les actions efficaces !

Corr. NANCY

### Longwy reprise (provisoire ?) à Usinor Senelle

Après deux semaines de grève à l'aciérie et plus de 10 jours de chômage technique aux hauts fourneaux, le travail a repris jeudi à Usinor Senelle dans le bassin de Longwy.

Les discussions vont bon train sur le meilleur moyen de poursuivre la lutte. Les fiches de paye gravement amputées ont accentué semble-t-il l'idée que la grève totale n'est pas forcément le moyen le plus efficace pour mener une lutte prolongée exigée par la situation. Beaucoup de sidérurgistes, jeudi, évoquaient l'action coup de poing de lundi dernier contre les directeurs locaux d'Usinor. Plus d'un regrette amèrement de les avoir échangés contre le départ des CRS et contre une promesse bidon de négociation pour le lendemain. «La prochaine fois nous ne ferons confiance qu'à nous-mêmes», promettent les plus déterminés.

Pas plus qu'à Fos, la reprise ne se fait dans le découragement. Des militants envisagent sérieusement une nouvelle série d'actions coup de poing tandis que d'autres partaient jeudi à la recherche des agresseurs du militant CGT, (voir QdP précédent). Leurs soupçons se portaient du côté de Labbé, président de l'Association «L'Avenir du Pays-Haut». Celui-ci était introuvable...

# Creusot-Loire (Rive de Gier) TOUTE L'USINE PARALYSÉE DANS LES JOURS QUI VIENNENT

A Châteauneuf, près de Rive-de-Gier dans la Loire, les travailleurs de Creusot-Loire ont engagé depuis deux ans une lutte de longue haleine contre la restructuration. «Depuis ce temps là, dit un porte parole de la CFDT, à chaque appel des sections syndicales, 80% des ouvriers débrayent. C'est pourquoi la plupart des gars n'ont touché aucune paye complète depuis 77». En décembre le patron a nettement durci le coup qu'il entend porter aux travailleurs puisqu'il a annoncé son intention de supprimer 728 postes, ce qui revient à se débarrasser de la moitié des travailleurs de l'usine.

Depuis bientôt 60 jours, les gars du chantier tôlerie de l'usine ont entamé une lutte extrêmement résolue contre la restructuration et contre l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat.

«Les demandes d'autorisation pour les 728 licenciements devraient partir le 24 mai à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre qui a un mois pour se prononcer. Si nous n'y mettons pas le holà à cette date, les licenciements seront effectifs.» C'est ainsi qu'un porte-parole de la section CFDT décrit la situation. Inutile de compter sur le temps de préavis pour envisager la riposte.

«La direction paye le préavis mais ne veut pas qu'il soit travaillé ; c'est ce

qu'elle appelle son «plan social».

### UNE LUTTE DE LONGUE HALEINE

Depuis deux ans, selon ce délégué CFDT, «à chaque appel des sections syndicales, 80% des ouvriers débrayent». De multiples actions de toutes natures ont été entreprises, un peu à la manière de celles de Denain et de Longwy : occupation de lieux publics, barrages d'autoroutes, de voies ferrées, visites dans les bureaux de la

direction... «On a dû faire face à des mises à pied de trois jours, à des procès pour séquestration contre neuf délégués et un ouvrier sans mandat syndical». La direction a été débou-tée à Saint-Etienne mais elle est décidée à aller en appel à Lyon. La direction peut bien menacer de recourir à la loi anti-casseur, il en faudrait bien davantage pour tuer la combativité des sidérurgistes de Creusot-Loire Rive-de-Gier.

La grève des gars de la tôlerie en témoigne.

### A LA TÔLERIE BIENTÔT 60 JOURS DE GREVE

Depuis bientôt deux mois, les ouvriers du chantier tôlerie sont en grève. Leurs revendications sont nombreuses. Elles portent avant tout sur le maintien des effectifs sur la base de ce qu'ils étaient en 77, -avant 60 départs que la direction appelle facilement «volontaires» - à savoir le maintien de 280 postes de travail. Ils refusent également tout

déplacement des gars travaillant au laminoir à plaque.

A cela les grévistes ajoutent la revendication d'une prime trimestrielle de vie chère, des repos compensateurs supplémentaires pour travail nocturne, le paiement du lock-out et des jours de grève. Enfin, ils exigent qu'il n'y ait pas de sanction à la suite de la lutte.

### UNE DIRECTION INTRANSIGEANTE

La direction refuse de discuter, ou alors elle met de telles conditions que cela équivaut à une fin de non-recevoir. Par exemple pour la prime de vie chère, elle est d'accord «si en mai, juin et juillet nous sortons 8 000 tonnes de tôles ! Mais avec les effectifs réduits, ce qui est encore plus inadmissible!»

### UNE FORTE COMBATIVITÉ DANS TOUTE L'USINE

Creusot-Loire, c'est la

sidérurgie fine, mais la si-combativité que l'on ressent à Longwy, à Fos etc. existe là-bas aussi.

Le lock-out qui touche déjà près de la moitié de l'usine sera sans doute total au milieu de la semaine prochaine, compte-tenu que d'ici là l'ensemble de l'usine sera bloquée.

Au milieu de la semaine passée, un vote organisé par les sections syndicales à bulletin secret auprès des collègues un et deux révélait

qu'il manquait très peu de voix pour qu'une majorité se dégage en faveur du blocage des expéditions. «Il ne faut pas en conclure que les gars refusent la lutte mais c'est sur la forme que porte le désaccord» précise notre interlocuteur. En tous cas la tôlerie poursuit son mouvement et dans la semaine qui vient une nouvelle consultation du personnel sera organisée.

François MARCHADIER

### Creusot-Loire à l'écoute de Ceyrac

A Firminy, autre usine du groupe, une cinquantaine d'ouvriers luttent notamment pour une prime de vie chère. Le patron leur a promis qu'elle leur serait accordée mais qu'elle était à valoir sur les économies d'énergie réalisées dans le trimestre qui vient. C'est exactement ce que Ceyrac du CNPF souhaitait dans une récente conférence de presse sur l'énergie. Le secrétaire du CE juge que le résultat est positif. «Depuis plusieurs années c'est la première fois qu'on a fait reculer le patron» commente-t-il.

## Otages du 23 mars : scandaleux alourdissement des peines en appel

Le parquet, c'est-à-dire le gouvernement, avait fait appel à minima, c'est-à-dire à une aggravation des peines prononcées dans les condamnations consécutives aux arrestations du 23 mars. Les réquisitoires, dégoulinant de mauvaise foi, ont abouti au résultat escompté, en particulier pour les inculpés étrangers.

En voici le détail : G. Desraisses et P. Legall qui avaient été condamnés à 15 mois dont sept avec sursis ont été condamnés à 18 mois dont 10 avec sursis. Ph. Genet passe de 8 mois dont 5 avec sursis à un an dont 6 avec sursis. J. Wazin et M. Metboul avaient été condamnés en première instance à 6 mois dont 4 avec sursis : en appel ils se sont vu infliger 10 mois ferme. M. Abdessalam qui avait été condamné à 6 mois dont 3 avec sursis a été condamné à un an de prison ferme. En frappant si fort des inculpés dont, de surcroît, la culpabilité est loin d'être prouvée, la bourgeoisie cherche sans aucun doute à dissuader le plus de travailleurs possible de participer — ou même d'assister — à toute manifestation contre la politique des Giscard-Barre.

### RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX INCULPES DU 23 MARS

Mercredi à 13 heures, sur le parvis de Notre-Dame, non loin du Palais de Justice, plusieurs centaines de militants CFDT, dont de nombreux hospitaliers, se rassemblaient, à l'appel de l'UD-CFDT de Paris, pour exiger la libération de Pierre Legall, travailleur hospitalier militant CFDT, et de tous les autres inculpés. D'importantes forces de police prenaient position à proximité du lieu de manifestation pour empêcher le rassemblement de se constituer en cortège.

Les manifestants scandaient : « Liberté pour tous les inculpés ! », « Flagrant délit, loi scélérate ! », et « Abrogation de la loi anticasseurs ». La police faisait savoir aux manifestants qu'il ne leur serait pas permis de se rendre en cortège au Palais de Justice. Cette mesure a eu pour effet d'empêcher la jonction, initialement prévue, de ce rassemblement avec celui qui se tenait à 13 h 30 au métro Arts et Métiers, où plusieurs centaines de lycéens s'étaient rassemblés, sans qu'il leur soit permis de se constituer en cortège.

## Echouage du Gino

# QUAND LA NOIRE VÉRITÉ S'ÉTALE

Brest. Après douze jours de silence complet de la part des autorités, entrecoupé de déclarations rassurantes, la sinistre vérité commence à percer au sujet du comportement du pétrole contenu dans le Gino, pétrolier de 42 000 tonnes coulé le 28 avril au large de l'île d'Ouessant.

C'est le président de la mission interministérielle de la mer, Aymar Achille Fould qui, mardi, baissa d'une note l'optimisme officiel en déclarant : « La pollution sous-marine occasionnée par le Gino évolue de façon moins satisfaisante qu'on pouvait l'espérer ». En effet, lorsque la nature du chargement du Gino fut connue du Carbon black, les autorités s'empêchèrent de diffuser des déclarations telle celle de monsieur Maldjanian, ingénieur chimiste au Havre, qui claironnait dès le lendemain de la catastrophe : « La température de l'eau sur les fonds où repose le Gino est de 10°. A cette température le produit a un aspect de masse compacte. Si les cales se disloquent, on estime que le pétrole se répartira en tas avant de se disperser. En cas de réchauffement de l'eau, il faudrait que celui-ci soit supérieur à 20° pour poser des problèmes ». Une hypothèse jugée hautement improbable à cette profon-

deur (120 mètres).

En fait toutes ces affirmations ont été faites arbitrairement dans l'ignorance totale du comportement de ce pétrole dans ces conditions. L'essentiel était de faire taire la colère. Aujourd'hui nous sommes assurés d'une chose : les 42 000 tonnes de pétrole, si elles s'échappent, pollueront des dizaines, voire des centaines de kilomètres carré de fonds. Rappelons que le Gino contient une quantité égale au quart de celle de l'Amoco-Cadiz qui s'étendit sur 750 kilomètres de long. Le pire est en effet que déjà la couche, si elle est officiellement d'une moyenne de 60 centimètres, ne mesure par endroits qu'un centimètre d'épaisseur, ce qui en dit long sur sa fluidité.

Quel est le risque de voir se disloquer complètement le navire ? Il est malheureusement bien grand, puisque officiellement il n'est pas encore question de le pomper. Ceci pour deux raisons évidentes,

d'abord le coût. Déjà pour le Boehlen, dont ne furent pompées que 4 à 5 000 tonnes, coulé moins profondément et avec un pétrole plus pratique la plateforme Pellican travailla durant 6 mois et perdu 6 hommes.

L'opération, elle, coûta 150 millions qui pour l'instant n'ont pas été remboursés par les fautifs. Aujourd'hui encore le gouvernement sait qu'il ne fera pas payer les responsables, mais il ne veut pas non plus affronter une trop lourde dépense. Dépense hasardeuse au niveau du résultat, puisqu'il y a fort à parier que les moyens techniques actuels ne permettent pas de récupérer tout le mazout. Au rythme du Pellican il faudrait 4 ans ! L'épave aurait eu largement le temps de se disloquer. Des vies humaines seraient aussi risquées. En fait le problème réside dans l'éloignement des navires de cette sorte des côtes, la limitation stricte des gros tonnages, un « rail » montant très éloigné du « rail » descendant pour éviter les croisements se muant en catastrophe comme cette fois-ci, et bien entendu l'interdiction de la Manche à tous navires de complaisance. C'est draconien,

mais c'est ce qui est mort certain de bretonnes.

Les risques écologiques sont en effet pour présent comparable de l'Amoco-Cadiz pour une simple tonne de pétrole généré et moins il grade. Par 120 m fond, la photosynthèse minimale. Les bactéries pourraient le digérer sans payer les responsables, mais il ne veut pas non plus affronter une trop lourde dépense. Dépense hasardeuse au niveau du résultat, puisqu'il y a fort à parier que les moyens techniques actuels ne permettent pas de récupérer tout le mazout.

Il a été officiellement reconnu que la mer avait convalescencé après l'Amoco-Cadiz, puis, deux marées sont survenues, l'baie de Douarnenez tonnes de fuel (Valiant) et ma 42 000 tonnes de black additionné 2 000 tonnes de propulsion. Pour li gne, c'est désori choix entre la mo ou la prise en mai population de ses li

Jean-J KERF

## Lors du procès de ses tortionnaires, Ali devient l'accusé !



Sauvagement torturé pendant plusieurs heures en octobre 1978 et laissé pour mort par ses agresseurs toulousains, Ali Abdou est devenu le principal accusé pendant le procès de ses tortionnaires. L'un deux est pourtant déjà connu pour avoir tiré sur un militant du COBA. Des réquisitoires scandaleux ont été prononcés par le procureur, et le racisme s'est une fois de plus exprimé lors des plaidoieries de la défense. C'est intolérable ! Pas d'impunité pour les fascistes ! Verdict mercredi prochain.

## Région parisienne

# Priorité aux transports en commun : la FNAUT contre le projet Le Theule

Actuellement, le déficit des transports en Ile-de-France — plus de 2,6 milliards — est couvert à 70 % par l'Etat, le reste étant à la charge des huit départements. Mais le gouvernement vient d'annoncer son intention, sous couvert de « vérité des prix », de faire payer ce déficit aux usagers. Dénoncer cette politique, formuler des propositions pour développer les transports collectifs, tel était l'objet de la conférence de presse tenue mercredi 9 mai par la Fédération nationale des usagers des transports (FNAUT).

Le 24 avril, Joël Le Theule, ministre des Transports, présentait au Conseil régional un projet de loi sur la réforme des transports en commun en Ile-de-France. Ce projet transfère la responsabilité de la politique régionale des transports en commun aux collectivités territoriales, l'Etat gardant la tutelle des entreprises de transports. La participation de l'Etat au déficit ira en décroissant ; blocage en francs constants jusqu'en 1982, puis diminu-

tion progressive. C'est-à-dire que la Région devra trouver en 1983 un milliard de francs supplémentaires, ce qui suppose une hausse importante des tarifs, comme des impôts locaux.

Il s'agit donc d'un coup sévère porté à l'amélioration nécessaire des transports en commun. Pour la FNAUT, le projet de Le Theule est inadmissible pour quatre raisons principales. D'abord, selon la logique du ministre, le contribuable parisien ne devrait pas avoir à financer

par exemple le déficit des lignes SNCF omnibus de province, pourtant indispensables. On aboutit à la négation du principe de solidarité nationale, ce qui créerait de profonds déséquilibres. D'autre part, l'Etat transférant ses charges sur la région, il serait logique que l'habitant voie son impôt sur le revenu diminuer d'autant. Ce n'est pas, on s'en doute, l'intention du ministre. On assiste ainsi à une remise en cause du service public, tout à fait dans l'esprit du rapport Guillaumat sur « l'orientation des transports terrestres », le seul critère retenu devenant la rentabilité.

Si le déficit des transports en commun dans la région parisienne est élevé, il est bien loin d'atteindre le coût du gaspillage entraîné par la congestion de la circulation dans cette région : gaspillage d'énergie, frais d'hôpitaux entraînés par les accidents, construction des autoroutes et voies express, entretien de la voirie, travaux d'isolation de l'habitat, temps perdu dans les déplacements professionnels ; la RATP estime que la seule réduction de 20 % de la circulation aux heures de pointe entraînerait une économie annuelle de 140 millions. Enfin, selon une étude récente, le coût so-

cial de la voiture est trois fois supérieur à celui des transports en commun dans la région parisienne.

Or, dans cette région, c'est au contraire la circulation individuelle et individuelle qui est encouragée par le gouvernement : investissements cumulant l'Etat et de la région en 1979 de 1 milliard de francs contre 865 millions pour les transports en commun. C'est évidemment dictoire avec la politique d'économies d'investissement demandée aux listes ; mais l'industrie automobile y trouve évidemment son compte.

Pour la FNAUT, le projet de Le Theule aux transports en commun ne doit pas être perçu comme un slogan : arriver à la possibilité de déplacer facilement toute la région en port collectif, à débloquer les rues, et même à réhabiliter les transports. Cela suppose la construction d'un réseau de liaisons liant les communes banlieues, la reconstruction d'un réseau d'« autoroutes » (sur de surface) (séparation de la circulation au sol, fonctionnement sur 7), l'arrêt du projet de l'autoroute et l'obligation d'utiliser les transports en commun en matière de tarifs bas pour les usagers.

## Communiqués

« Tous dans la rue, le 14 mai pour accueillir notre président qui séjourne en Alsace ».

Des lycéens de Mulhouse, dans un communiqué qu'ils nous ont fait parvenir dénoncent la répression à laquelle on assiste actuellement.

Ils veulent faire du « 14 (...) une journée de lutte contre la répression policière (...) »

Ils invitent à venir « nombreux lundi 14 mai à partir de 10 heures à l'assemblée générale (des lycéens NDLR) au Parc Salvator. A 14 heures, rassemblement des lycéens place de l'Europe. Nous rejoindrons la manifestation syndicale mais avec un cortège autonome et des slogans propres aux lycéens » ajoutent-ils.

Le MLAC, le Collectif avortement, contraception, sexualité groupes femmes de la région parisienne, invitent les groupes femmes de quartiers et d'entreprises à participer à l'assemblée générale du samedi 12 mai à 14 heures à la faculté de Jussieu, tour 46 en vue de la préparation d'une manifestation sur l'avortement, appelée par des féministes de : Elles

voient rouge, Histoire d'Elles, Question féministe, Planning familial et des femmes hors groupe.

Alors que déjà « un des premiers thèmes de la campagne électorale a été le problème de l'avortement », nous « n'admettons pas que l'Europe se construise sur notre corps et nos libertés ».

# CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

## A propos de l'élargissement de l'Europe

### Pour la prise de parole de tous

Robert Lafont, militant occitan connu, explique dans un texte publié par le journal *Sud* les raisons qui l'ont amené à prendre l'initiative d'un manifeste contre l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal au Marché commun.

Peut-être faut-il rappeler, maintenant que plus de 4 000 Occitans ont signé un manifeste contre l'élargissement du Marché commun et pour l'autonomie, après cette journée de Béziers étonnante d'affluence et de détermination, ce qui était en jeu le 27 octobre dernier et qui se joue maintenant à un niveau plus élevé d'importance publique et de conscience collective.

Au départ, une analyse qui n'est pas plus de gauche qu'occitane, mais qu'on trouve dans un certain nombre de textes sérieux, pense-t-on, de la Communauté: un coup fatal va être porté à l'économie, donc à la vie sociale du Sud de la France par l'arrivée sur un marché rendu commun des productions des trois pays candidats. Si l'on n'y porte pas remède... Le remède, l'antidote avalé avec le mal: le dernier cri de la médecine économique...

Sur cette médecine, la pensée de gauche et la pensée occitaniste apportent le scepticisme

d'un jugement nourri d'expérience. Il n'a jamais été dans la nature d'un pouvoir, économique ou politique, de combattre les effets mêmes de ses décisions, mais tout au plus d'en favoriser l'acceptation par quelques mesures compensatoires. Si donc le capitalisme, comme il est bien évident, a en Europe une politique de l'espace, la nouvelle étape qu'il franchit confirme cette politique et cherche les moyens de la faire accepter. Les parades sont possibles... on peut toujours affirmer que si peut-être... qu'en tout cas, sans simplifier... qu'en prenant des précautions... Tous ces arguments tombent si l'on se pose des questions simples: par exemple, que devient la société qui habite un pays (car 71 % du revenu régional ne sont pas 71 % du revenu des régionaux eux-mêmes) et qui le fait vivre, quand la mutation lui est imposée?

Donc aller vite, sonner l'alarme, chercher l'essentiel. Trois hommes prennent l'initiative. Il faut bien que quelqu'un commence; si l'on devait d'abord mettre d'accord les partis, les syndicats et les mouvements, le tocsin retomberait en glas. Un texte rassembleur, unitaire, répondant à l'urgence. S'il est bon, il fera son chemin. Il est admis une fois pour toutes que ceux qui le signeront se détermi-

neront à son contenu; ce n'est pas lui qui se détermine à ses signataires.

D'emblée, le mouvement occitan, les viticulteurs du Languedoc apportent leur soutien, c'était la réaction la plus immédiate. D'emblée, aussi, les communistes. Tant mieux! De ce côté-là il y a des masses ouvrières, sans lesquelles on ne sauverait ni le pays ni ses hommes. Conjonction avec une politique de parti? Rencontre avec des réflexes français chauvins? On ne fait pas un appel à l'opinion sans affronter la diversité de l'opinion c'est à partir de sa diversité qu'on la fait bouger. Le manifeste était, dès sa rédaction un texte libre et ouvert.

Un texte, trois idées. L'idée que la construction européenne doit être dénoncée et que doit lui être substituée en perspective une autre construction: l'Europe des peuples (la formule joint les projets d'une Europe des travailleurs au projet d'une Europe des démocraties territoriales). L'élargissement est le moment de grand danger, donc le moment de l'intelligence alertée. Il faut sur ce moment bloquer le processus, le temps au moins de prendre la mesure des périls. Le non est le préalable vrai.

L'idée que la menace n'affecte pas telle ou telle région-programme, Languedoc-Roussillon par

exemple, mais l'ensemble méridional en France. Il faut poser l'espace occitan, espace soumis, privé de pouvoirs, et donner à l'argument économique le dynamisme d'une conscience culturelle. Non pas espace quelconque, avons-nous dit...

L'idée enfin que la solution est toute simple, encore que bien audacieuse en cette France des routines mentales: l'autonomie, le plus de pouvoir possible au niveau de la vie des gens, et l'étagement de ce pouvoir, avec l'attention nouvelle portée à l'articulation inter-régionale à l'Occitanie.

Certains ont trouvé que c'était trop simple. Chacun aurait voulu enrichir ce texte de son programme. On a aussi pensé que ce texte ressemblait trop à ceci ou à cela, ne prenait pas assez de précautions... Précautions et compléments de programme sont l'affaire du mouvement.

L'essentiel est que le mouvement ait eu lieu — accord d'organisations: la CGT, le PSU, les Radicaux de gauche... Accords d'individus de plus en plus nombreux. Quelques polémiques, vite dépassées. Deux retraits de signatures. Un incident entre les trois auteurs pour un motif de candidatures aux élections européennes. Peu de cahots sur la route, vraiment...

Plus personne ne peut prétendre que le Manifeste est une affaire seulement languedocienne: Aquitaine et Provence ont fait écho de signatures. On ne peut plus le déguiser en une opération des communistes seuls. Il est déjà la «parole» de cette union populaire en Occitanie, force nouvelle, jeune, inventive qui ose maintenant dire qu'elle veut sauver le pays par le pouvoir autonome.

Cette parole, il faut lui donner tout son champ, ses chances. Le projet d'Etats généraux vient de se condenser. Etats généraux peut-être organisés régionalement, en tous cas, Etats généraux d'Occitanie, on ne peut plus penser dans un cadre qui fragmente la vision des dangers et étouffe le projet libérateur. Ainsi rebondit le cri du Manifeste, ainsi il s'élargit. Ainsi commence une nouvelle route. Ainsi la parole prise devient une prise sur l'avenir. J'avoue ici, je fais confidences: lors du lancement du Manifeste, je pensais déjà que notre cri qui nous projetait sur une tribune, n'était justifié que d'être un jour, bientôt, noyée dans la parole multiple des villes et villages, des ateliers et des champs, de l'Occitanie dans sa voix propre et en marche vers elle-même.

Robert LAFONT

## L'élargissement de l'Europe doit être soumis à des conditions empêchant la ruine des petits producteurs

La question de l'élargissement de l'Europe, projetée aux trois pays de l'Europe du Sud, la Grèce, le Portugal et l'Espagne (dans l'ordre de leur adhésion probable), exige de prendre en compte l'ensemble des problèmes en débat.

Premier point, le plus fréquemment mis en avant par les adversaires de l'élargissement: la ruine des petits producteurs du Midi viticole qui résulterait de l'entrée de ces pays dans le Marché commun. Ce point est particulièrement valorisé dans la campagne électorale actuelle en direction des électeurs du Midi: le RPR a pris position contre l'élargissement à l'Espagne dans l'immédiat, le PCF mène grand battage sur cette question, et met en avant la participation de Maffre-Baugé sur sa liste; même les socialistes locaux nuancent de «si» et de «mais» les positions nationales de leur parti, et il n'est pas jusqu'à l'UDF pour jurer que l'élargissement ne se fera que si un certain nombre de conditions sont remplies. Au-delà des querelles de ces partis bourgeois, le problème est réel, et il ne saurait être éludé. C'est l'un des éléments de la question.

Il faut envisager également les modifications politiques qu'entraînerait, au niveau du Marché commun, l'adhésion de ces trois pays. Dans les trois cas consi-

dérés, il s'agit de pays où les traditions de lutte de la classe ouvrière sont importantes, sans commune mesure avec les pays de l'Europe du Nord, où les modèles de collaboration de classe sont plus développés. L'entrée de ces trois pays dans la Communauté européenne aurait des conséquences sur les mesures que les bourgeoisies sont à même de décider en commun. Bien entendu, les gouvernements de ces pays ne représentent pas les intérêts des masses populaires de leurs pays respectifs, mais ils doivent tenir compte, dans les mesures qu'ils prennent contre les masses, du degré prévisible de résistance de celles-ci. On peut prévoir que lors des discussions communautaires, ces gouvernements seront amenés à freiner des mesures trop brutales, dont ils ne seraient pas prêts à assumer les risques politiques. On a déjà vu les gouvernements français ou italiens freiner la mise en place de dispositions dont ils craignaient de vives réactions à l'intérieur de leurs frontières. L'intégration dans le Marché commun de ces trois pays, où la combativité de la classe ouvrière est élevée, accentuerait cette tendance et tendrait à faire contre-poids aux pays d'Europe du Nord, où les bourgeoisies au pouvoir disposent d'un consensus plus large.

En ce sens, l'élargissement aurait des conséquences positives pour les peuples.

Enfin, il faut envisager l'enjeu de ces trois pays par rapport aux risques de guerre que fait planer sur l'Europe la superpuissance soviétique. La situation de ces trois pays est très importante pour le contrôle de la Méditerranée. L'Union soviétique multiplie les pressions sur chacun de ces pays: on se souvient de ses tentatives de pénétration au Portugal en 1975, avec l'appui du parti révisionniste. En 1974, l'URSS a tenté de jouer sa carte dans le conflit chypriote. Plus récemment, la Bulgarie, alliée proche de Moscou, a réaffirmé ses revendications territoriales sur la Macédoine, région dont la plus grande part se trouve en Yougoslavie, mais dont une part se trouve également dans le Nord de la Grèce. De ce point de vue, l'entrée de ces trois pays dans le Marché commun les mettrait en mesure de mieux résister aux pressions que dans le cas où ils se trouveraient confrontés isolément aux pressions soviétiques.

Un argument développé par le PCF consiste à considérer que l'intégration de ces trois pays dans le Marché commun renforcerait le poids des Etats-Unis en Europe. S'il est vrai que ces trois pays ont des liens assez

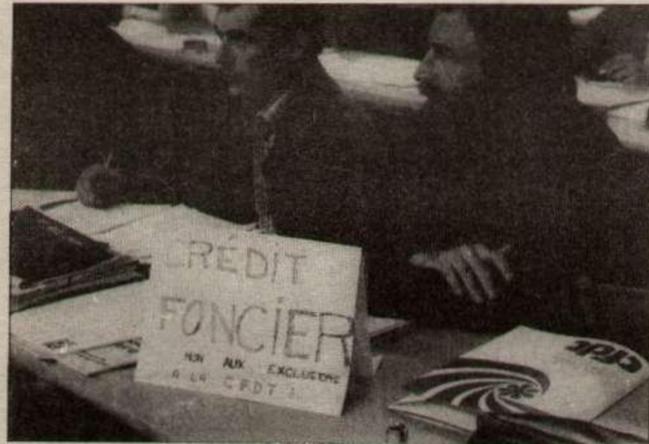
forts avec les Etats-Unis, des difficultés sont néanmoins apparues dans les rapports qu'ils entretiennent avec les Etats-Unis. C'est le cas pour la Grèce avec la position qu'ont prise les Américains dans le conflit chypriote; c'est également le cas pour l'Espagne qui entretient d'importantes contradictions avec les Etats-Unis quant à l'attitude vis-à-vis du Moyen-Orient. Il faut noter enfin que la dépendance économique de ces pays face aux Etats-Unis est moins forte qu'on ne le croit généralement: si le poids des capitaux américains demeure important dans l'économie de ces pays, les relations commerciales de ces trois pays sont d'ores et déjà plus développées avec la CEE qu'avec les Etats-Unis.

Il n'est donc nullement certain que l'entrée de ces pays dans le Marché commun entraînerait un accroissement de l'influence américaine en Europe. Tout au contraire, le fait que ces pays restent isolés les amènerait à rechercher encore plus des appuis extérieurs, ce qui accroîtrait leur dépendance à l'égard des Etats-Unis. Si l'on tient compte de surcroît de la tendance générale au recul de l'impérialisme américain dans le monde, cet isolement pourrait, si ce déclin de l'impérialisme américain se

poursuivait, amener ces pays à être plus sensibles face aux pressions soviétiques, ce qui accroîtrait les risques de guerre en Europe.

Si on considère l'ensemble des conséquences de l'élargissement de la CEE à ces trois pays, on constate qu'elle serait plutôt bénéfique pour les peuples. Ceci dit, il convient d'examiner le problème des conséquences sur la viticulture du Midi. Il ne fait en effet aucun doute que l'élargissement dans les circonstances actuelles accélérerait considérablement l'élimination des petits producteurs paysans et viticulteurs du Midi. Il ne saurait être question, pour nous révolutionnaires, de l'accepter. C'est pourquoi nous devons refuser l'élargissement tant que les conditions ne sont pas réunies pour que cet élargissement ne remette pas en cause le droit des petits producteurs de vivre et travailler au pays. Sans entrer dans la logique du PCF qui met dans le même sac les intérêts des petits et gros producteurs, il nous faut lutter aux côtés des petits producteurs pour imposer les conditions permettant que cet élargissement ne nuise pas à leurs intérêts.

F.G. Paris

38<sup>e</sup> congrès de la CFDT

## Les positions internationales de la CFDT

Dans la politique internationale adoptée à Brest, on peut relever certains points d'appui positifs pour la solidarité concrète avec le Tiers Monde et la construction d'une unité de lutte des travailleurs d'Europe. L'insuffisance criante de position sur la nature et le rôle de l'URSS aujourd'hui et les risques de guerre que sa rivalité avec les USA attise n'en est que plus regrettable !

### L'EUROPE

L'Europe des travailleurs, cela reste un vœu vague. Mais l'Europe des 35 heures est devenue un objectif concret. On l'a bien vu lors du colloque organisé à Paris en mai dernier, où les différentes confédérations représentées ont toutes dit la priorité qu'elles accordaient à la réduction de la durée du travail sans perte de salaire, par rapport à l'augmentation du pouvoir d'achat. (...)

Nous avons dit notre refus d'une France repliée sur elle-même, d'une France cherchant dans les pays voisins le bouc émissaire de ses difficultés. (...)

Nous avons une autre ambition sur l'Europe, celle de conquérir, notamment par rapport aux Etats-Unis, une autonomie de décision suffisante pour établir une coopération nouvelle avec le tiers-monde. L'histoire de notre continent, c'est certes une histoire européenne, mais c'est aussi l'histoire du mouvement ouvrier européen. En s'appuyant sur cet acquis, nous pouvons agir pour que l'Europe évolue vers une réelle communauté socialiste et pour qu'elle joue un grand rôle afin de dénouer la crise mondiale dans le sens d'une émancipation solidaire des travailleurs et des peuples des différents continents. Dès maintenant, la CES peut jouer un rôle très positif dans ce sens. (...)

A notre sens, l'élargissement de la CEE donnera une efficacité plus grande à cette action ouvrière avec l'entrée de nos camarades espagnols, portugais et grecs. Même si des mesures doivent être prises en particulier au plan régional, à l'occasion de cet élargissement. (...)

Quant à la CES, elle doit poursuivre son évolution vers une ouverture unitaire sans exclusive. Il est nécessaire que la CGT y entre, chacun sait depuis longtemps que c'est l'opinion de notre confédération. La CES, parce qu'elle a choisi l'action, et l'autonomie par rapport aux confédérations internationales, doit être logique avec ces choix et accepter en son sein l'ensemble des centrales démocratiques et représentatives d'Europe occidentale. (...)

### AU PLAN MONDIAL

Ni les fantomatiques fédérations professionnelles de la CMT, ni les unions internationales de la FSM alignées sur Moscou n'offrent de réelles perspectives d'avenir. (...)

Nous avons fait le constat de l'incapacité de chacune des trois confédérations syndicales internationales. Incapacité de la FSM à être autre chose que l'outil idéologique de la politique de l'Etat soviétique. Incapacité de la CISL à présenter une perspective aux centrales syndicales du tiers-monde qui ont choisi le non-alignement et la lutte contre l'impérialisme. Enfin, et ceci nous concerne particulièrement, double incapacité de la CMT : incapacité à être une force réelle — et sans force, il n'y a pas d'action syndicale — et incapacité à sortir du ghetto démocrate-chrétien, qu'il se cache ou non derrière un langage radicalisé. Le Bureau et le Conseil national proposent donc à ce congrès la démission de la CMT. Si le congrès approuve cette proposition, nous nous situons en organisation autonome, non comme un idéal, mais comme la position la moins mauvaise pour contribuer, à la mesure de notre force, au processus de renouveau du syndicalisme mondial entamé à notre sens avec la construction de la CES et de l'OUSA, l'organisation unitaire du syndicalisme africain. (...)

La confédération, dans le cadre de ses orientations sur le droit à l'autodétermination des peuples, coopère avec ses organisations des DOM pour qu'elles assurent toutes leurs responsabilités. (...)

# CHÉREQUE LE MAL ÉLU

De nos envoyés spéciaux

Ce n'est pas une surprise pour les congressistes, mais c'est cependant un événement marquant de ce congrès que l'élection annoncée vendredi matin du nouveau Bureau national de la CFDT.

Chèreque a payé à cette occasion le prix de sa «politique industrielle» et de la normalisation de Dunkerque, avec 14 177 voix (57 %) : il est le dernier sur 31, avec même un score inférieur à celui de plusieurs non élus (par exemple Courau de la région Midi-Pyrénées).

En effet, l'élection se faisant en 4 collèges distincts (régions, fédérations, candidats du Bureau national sortant et cadres), il suffisait d'avoir le quorum (11 990 suffrages) pour être élu, même si, en classant les candidats par leur score, certains n'auraient pas pu être élus !

Le vote a été extrêmement serré pour certains dirigeants CFDT, signe d'une cristallisation sur certains noms des oppositions politiques. Ainsi sur 31 élus, on notera que la majorité confédérale a concentré ses tirs contre Goubier, de la fédération Construction-bois (30<sup>e</sup>) et l'opposition contre Chère-

que (31<sup>e</sup>), celui-ci faisant encore moins qu'à Annecy. Parmi les membres de la commission exécutive sortante, les scores sont peu flatteurs, hormis pour le trésorier Pierre Hureau et pour Jeannette Laot : Maire lui-même est arrivé en 15<sup>e</sup> position. Seul Louis Allard, des Pays de Loire, était véritablement plébiscité par le congrès (91,93 %).

Ce sont d'une manière générale les représentants des régions qui ont fait les meilleurs résultats (Lorraine, Nord, Alsace, région parisienne, Bretagne et Rhône-Alpes) plutôt que les fédérations. Parmi ces derniers cependant, le SGEN, la Chimie, la Santé et Hacuitex ont émergé en bonne position.

Outre Chèreque, l'un des perdants du jour semble bien le représentant de la fédération des transports, Robert Vion, éliminé. Il faut dire qu'il avait été nettement desservi par la terne intervention du secrétaire général de cette fédération (Gilbert Billon), seul intervenant FGT dans ce congrès. Mais le comble c'est qu'avec 14 210 voix il fait encore plus de suffrages que J. Chèreque, décidément fort mal élu !

## Interview du représentant de la Centrale démocratique des travailleurs de Guyane présent au 38<sup>e</sup> congrès CFDT

Peux-tu nous retracer l'histoire de la CDTG ?

Un groupe de travailleurs a décidé de former une centrale locale de travailleurs chrétiens de Guyane en 1972. Prenant de l'extension, celle-ci a décidé de s'affilier à la CFDT, d'autant que certains militants venus de métropole étaient auparavant syndiqués à la CFDT. Ce n'est qu'en 1975 que nous avons pris pour sigle celui de Centrale démocratique des travailleurs de la Guyane. C'est une centrale guyanaise qui était considérée jusqu'à présent comme étant une union départementale de la CFDT. Mais en juin 1979, la confédération CFDT doit venir signer un protocole d'accord et de coopération. Nous c'éviendrons dès lors autonomes. Par ailleurs nous sommes affiliés à la confédération latino-américaine des travailleurs et à l'INFOSCAR (Institut de formation des syndicats de la Caraïbe) qui regroupe les travailleurs des Antilles anglaises

et françaises et de la Guyane.

Vous avez tenu récemment votre congrès ; quels objectifs ont été définis ?

Nos objectifs sont de décider au pays, combattre le néo-colonialisme, la répression, la discrimination, les abus, les intimidations, «vivre et travailler au pays» pour un développement contrôlé par les travailleurs, pour une politique de l'emploi dans le cadre du développement de la Guyane, pour une formation professionnelle de tous les travailleurs et surtout pour les jeunes, pour la liberté d'expression et l'intervention des travailleurs dans les problèmes qui les concernent.

Quelle est votre position sur la départementalisation ?

Nous rejetons la départementalisation qui n'apporte rien de concret en ce qui concerne la Guyane, quand les décisions sont

prises sans consultation des intéressés. Nous pensons qu'il faut d'abord stabiliser la situation guyanaise, c'est-à-dire faire des Guyanais eux-mêmes une priorité. Ainsi nous nous trouvons devant deux problèmes importants : nous avons atteint le seuil de l'intolérance en ce qui concerne l'implantation forcée par le gouvernement français d'étrangers en Guyane. Ils sont aujourd'hui entre 12 et 14 000 pour une population de 80 000 habitants. Ils viennent du Brésil, de Haïti ou même du Cambodge. Le gouvernement français a même envoyé des retraités de métropole pour travailler au centre aérospatial. Le deuxième problème c'est celui du transport de produits semi-finis pour l'industrie en arrivant à des agrumes transportés en produits finis avec création d'industries ; cela dégrèverait un minimum de 10 000 emplois. Le gouvernement

français craint en fait que lorsque les Guyanais prendront leurs affaires en main réellement, ils le mettent à la porte.

Quels sont les liens internationaux que la CDTG compte développer ?

Nous souhaitons poursuivre notre coopération avec la CFDT, mais par ailleurs, nous voulons développer prioritairement nos liens avec les peuples d'Amérique latine et plus largement avec les travailleurs et les peuples du Tiers Monde.

# Le rapport d'activité voté par 57% des voix Contre : 31 % - Abstentions : 12 % MAIRE S'EST CONTENTÉ DE PEU

De nos envoyés spéciaux

Dans une ambiance tendue, Edmond Maire s'est efforcé, dans sa réponse aux congressistes CFDT à Brest, de réduire autant que possible l'impact de la contestation marquée jusque-là dans le 38<sup>e</sup> congrès. Arrachant le quitus sur son rapport d'activité par 57 % des voix (contre 66 % à Annecy en 1976), il s'est félicité de «la victoire que la CFDT a remportée sur elle-même». Mais dans l'après congrès, le «retour au réalisme» dont il se vante désormais ne se fera pas aisément. Mal élu (scores serrés de certains membres du bureau national) et avec un rapport de force en pleine érosion, la direction confédérale ne sort pas grande de ce congrès !

Moment le plus important du congrès, dramatisé même par Edmond Maire, le vote sur le rapport d'activité était attendu avec impatience par les congressistes. Les secteurs les plus opposés à l'orientation confédérale voulaient s'exprimer là-dessus. Les réformistes, inquiets, voulaient arracher coûte que coûte un succès qui assèver leur position. Beaucoup dans le congrès, étaient jusque-là prêts à faire de l'abstention, un geste politique de refus tout à la fois des orientations confédérales et de l'opposition systématique aux constats CFDT de l'heure. Mais le discours de Maire ne laissait que peu de place à de telles positions, actuellement. Désireux de «ne rien céder sur la ligne et sa rigueur», le secrétaire général CFDT sortant Maire s'est efforcé de faire jouer le patriotisme d'organisation et de regagner des votes mais il s'est aussi aliéné certains congressistes hésitants qui n'ont pas apprécié de voir caricaturer les critiques adressées à la confédération. Ainsi, la deuxième mésaventure confédérale, outre le vote

### UNE BIPOLARISATION ARTIFICIELLE

Pour les besoins de la cause, la confédération a volontairement agité l'épouvantail d'une alternative «gauchiste» mettant en danger l'organisation. Présentant l'opposition sous les jours les plus schématiques et stériles, Maire cherchait un repoussoir commode. Selon lui, l'alternative à la nouvelle politique d'action (le recentrage), c'était «une stratégie d'échec» proposant «quelques grandes revendications immédiates et unifiées, l'appel à la globalisation des luttes en priorité contre le gouvernement et crier bien haut notre volonté de voir la gauche politique s'unir et se présenter à nouveau comme l'alternative politique».

Ainsi était escamoté tout l'apport dans le débat des syndicats critiques sur les solutions confédérales (et la politique d'action

choisie par elle) mais décidés à prendre en compte les réalités vécues par les travailleurs dans la crise et à les surmonter progressivement dans la lutte. Dès lors, il était facile à la confédération de se valoriser comme seule capable de poser les problèmes de mobilisation... Appuyant le tout par un vertueux rappel : «L'émancipation des travailleurs ne se fera que si elle est l'œuvre des travailleurs mêmes», le tour était joué !

C'est la même démarche qui a, semble-t-il, conduit le choix des amendements par la direction confédérale.

On ne peut pas dire que soient représentatifs des préoccupations profondes du congrès et clairs au niveau des votes intervenus, des sujets tels que pour ou contre le partage systématique des mandats ou bien pour ou contre la centralisation du développement de l'action revendicative, seule capable d'arracher satisfaction...

Mais dans le congrès, à coups d'interventions et de motions signées par plusieurs dizaines de syndicates, cette mécanique a été en partie bousculée tant était forte la volonté de discuter dans la clarté des 35 heures sans perte de salaire. En fin de compte on a pu constater ainsi assez largement que la préoccupation des revendications et de leur satisfaction concrète n'était pas l'apanage de la confédération. Le réalisme serait-il donc passé à l'opposition ?



Mal élu, la direction confédérale ne sort pas renforcée de ce congrès.

### LA CONFÉDÉRATION REGLE SES COMPTES

En répondant aux critiques, Edmond Maire avait pris soin de présenter la nouvelle politique d'action CFDT comme seule crédible.

Mais il a aussi su diviser dans ses réponses «ceux qui se situent globalement dans la politique d'action CFDT, les oui mais...» et «ceux qui se situent clairement en opposition à la politique d'action proposée par le bureau national et le conseil national». Aux uns, il a promis de prendre en compte au maximum leurs observations, aux autres il a reproché de «développer une stratégie permanente de soupçons vis-à-vis de la confédération» et de faire

de la CFDT leur «bouc émissaire». Jetant pêle-mêle des attaques contre les «gauchistes», il a tenté de justifier les exclusions et les suspensions. Pour Maire, il ne s'agit pas d'une «action de défense contre un travail de démolition du syndicalisme CFDT».

Interrogé sur l'impact de son intervention, Edmond Maire a reconnu que celle-ci n'avait modifié que partiellement les votes et que

dés mercredi, la situation qui s'annonçait fort difficile avait évolué plus favorablement pour lui. Ce que sans doute, il a oublié de préciser, c'est l'incontestable travail de pression, notamment de la part de la fédération générale de la métallurgie de Chèreque et Granger pour retourner le vote de certaines délégations. La contre-offensive confédérale s'en est trouvée bien appuyée...

### VERS LE 39<sup>e</sup> CONGRES

Mais la confédération

reste lucide sur ce vote. Elle en connaît la précarité. De très nombreuses questions restent entièrement ouvertes. Au sein même de la nouvelle politique d'action, les «solutions industrielles» de type FGM ont été suffisamment désavouées pour que la confédération retienne principalement comme thème de la période les 35 heures, l'emploi et les conditions de travail.

Sur le terrain, les syndicats voient d'ores et déjà une nouvelle bataille se profiler sur ce qui sera demain la réalité pratique du recentrage après ce congrès. Certains ont montré à Brest qu'ils avaient la volonté et la capacité de saisir des quelques constats lucides effectués par la confédération, pour mieux développer des perspectives de lutte offensives. Pour eux, déjà, «la préparation du 39<sup>e</sup> congrès est engagée» avec la construction d'une réelle alternative syndicale de classe amorcée à Brest.

## USINOR-DUNKERQUE A RÉUSSI A FAIRE ENTENDRE SA VOIX !

Jeudi soir, les militants d'Usinor Dunkerque «suspendus» par la FGM sont repartis dans le Nord. Ils auront été présents aux portes du 38<sup>e</sup> congrès, vendant massivement leur dossier. Par une conférence de presse et un meeting-débat, tenu ce jour-là à l'entrée du congrès CFDT, ils ont pu faire entendre leurs voix, rétablir la vérité, chose que leur refusant les instances CFDT. Et cela a été très positif.

A 13 h 30, jeudi, à l'entrée du parc de Pelseld, avec la BNP et les PTT Lyon-Gare, les gars d'Usinor devant plus de 200 délégués ont répondu aux dernières calomnies véhiculées par la fédération de la métallurgie. Sur un ton chaleureux et direct, Claude Bernard a su être convaincant. Il a rappelé quelques faits significatifs : ce sont 30 militants qui ont été suspendus et remplacés par un collectif de 7 membres et cela en plein conflit. Et qu'est-ce qu'Usinor ? Depuis 11 ans, pas

de poursuivre la présence syndicale dans les luttes, sur les prêts aux militants dans le besoin du fait de leur action syndicale, sur de prétendues agressions, sur la soi-disant obscurité financière.

Beaucoup de délégués étaient venus là pour s'informer, soucieux d'entendre de la voix même des militants d'Usinor les réponses aux attaques de la FGM. De ce point de vue, la tenue de ce débat a été un grand succès. Le matin, le «collectif» soutenu par la FGM avait diffusé un tract donnant son propre point de vue sur les faits dans l'enceinte même du congrès, ce que beaucoup de délégués n'ont guère apprécié... D'ailleurs toute la journée aura été une vive attaque en règle contre la section CFDT, faite par différents témoins

de la FGM, multipliant les pressions sur les syndicats signataires de la motion Dunkerque, mais... muets lors du débat de 13 h 30.

Usinor Dunkerque est loin d'être un problème réglé, définitivement normalisé. La bataille ne fait que commencer. La direction confédérale et la FGM sont mal placées pour prétendre que certains veulent «admettre la CFDT». La pratique des exclusions ou suspensions n'a jamais renforcé ni la CFDT, ni son fonctionnement démocratique. La section de Dunkerque tient non seulement, comme elle l'a affirmé dans le débat, à rester à la CFDT mais surtout à tout mettre en œuvre pour assurer la levée de sa suspension et assurer la continuité du travail syndical à Usinor.

## Terne débat sur les finances

Commencée par un rapport du trésorier Pierre Hureau sur la charte financière de la CFDT et sa caisse de grève, la matinée de jeudi, dans une salle peu remplie, a été l'occasion d'un débat assez peu agité. La résolution a été adoptée par 68,4 % des mandats. Mais les véritables questions surtout n'ont pas été posées ! Notamment sur la répartition des cotisations, entre les différents niveaux de structures (syndicats, féd.,...). La plupart des petits syndicats, et des petites fédérations souffrent de cette disproportion avec les autres organisations, ce qui nuit d'ailleurs à l'organisation et à la pratique syndicale dans ces secteurs.

Certes le projet confédéral — le passage du taux de cotisation à 0,75 % du salaire — a été adopté, mais dans un mouchoir. Et cette augmentation n'interviendra qu'en 1982, suite à l'adoption d'un amendement de la Chimie Drôme-Ardèche. De toute manière comme l'a rappelé l'un des intervenants, le meilleur moyen d'avoir plus de possibilités financières ce n'est pas de relever les cotisations mais de faire des adhésions, d'augmenter le nombre des syndiqués cotisants et donc d'avoir une ligne CFDT qui s'y prête.

Dossier du Quotidien du Peuple

# PRESSE PARALLELE: D'AUTRES MOTS

Une presse «différente», cela implique bien sûr un style, une présentation, différents de ceux des journaux traditionnels.

De ce point de vue, de nombreux journaux «parallèles», en particulier ceux de la région parisienne, ont entre eux un air de famille. La dénonciation de la société, la dérision de ses notables, se traduisent dans un style volontiers ironique et insolent, proche du langage parlé. Il permet une expression plus spontanée, et se veut à la fois clin d'œil au lecteur et pied-de-nez à la grammaire et à l'idéologie bien pensante. La parodie de la grande presse à sensation, («sang à la une», est également une de leurs armes favorites. La caricature y participe, dans un graphisme violent, qui après avoir fleuri en mai 1968, s'est imposé dans *Pilote* ou *Charlie Hebdo*, écroulant l'ancienne «presse pour jeunes» style *Tintin* ou *Spirou*.

Mais cet anticonformisme du langage, qui révèle peut-être la filiation d'une certaine extrême-gauche, ne comporte-t-il pas le risque de se marginaliser à un auditoire restreint, manquant du même coup le but cherché : toucher un large public populaire ?

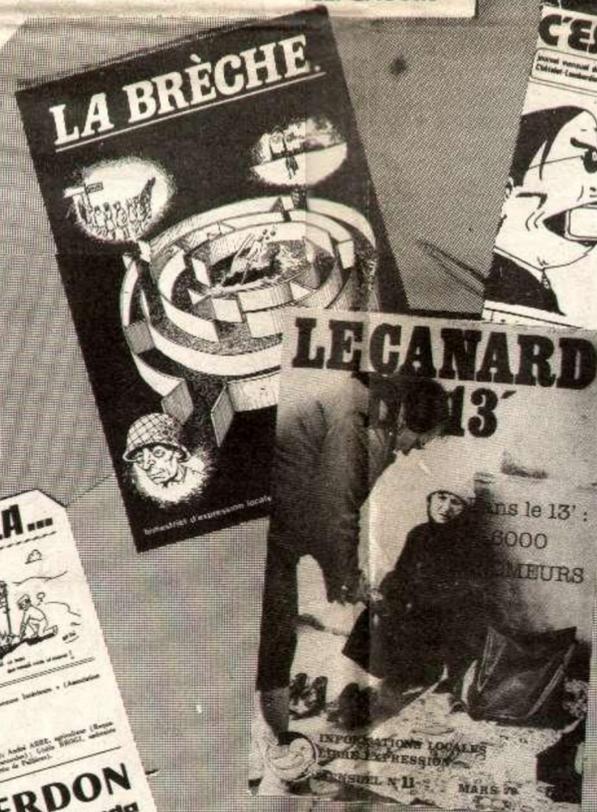
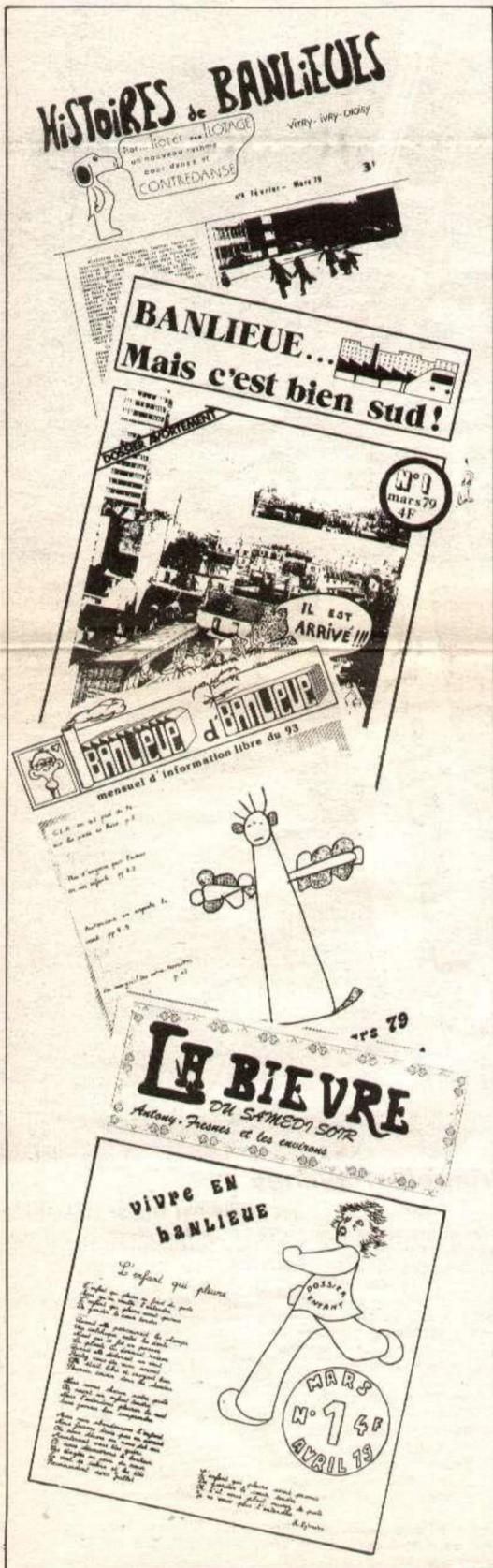
C'est ce que redoutent par exemple les animateurs de *La Vie d'Plateau* qui, dans l'optique d'un syndicalisme de quartier, veulent arriver à toucher tous les habitants d'une cité ouvrière. Préoccupation qu'exprime également, à un degré peut-être moindre, *Le Canard du 13<sup>e</sup>*.

Il y a d'ailleurs d'autres façons de marquer la «différence» dans le style. Même si les poèmes sont peu nombreux, ils sont significatifs de cette volonté de se réapproprier l'art et la parole, de faire qu'un journal ne soit pas seulement un véhicule pour une information mais aussi un moyen d'expression, le moyen d'un «autre dire».

Cette réappropriation du langage est un fait politique évident dans les pays de langue régionale. Dans *La Bugada* qui s'intitule «journal fait par des paysans et des travailleurs de Provence», la coexistence d'articles en français et en occitan témoigne à la fois de l'oppression culturelle de cette région qui a imposé la langue française, et de la volonté de promouvoir l'occitan.

D'autres journaux, cherchant à rompre avec l'apparence artisanale qui marque souvent la «presse parallèle», s'attachent à l'esthétique ; ce qui ne va pas sans prouesses techniques, compte-tenu des faibles moyens. L'utilisation des photos, des montages photos, est importante. Deux nouveaux-nés au moins sont des réussites du genre comme *En Plaine Beauce* et surtout *La Querelle-Revange* : la photo n'est plus seulement l'illustration du thème choisi (ici la ville) mais le moyen de transmettre une certaine émotion. Et le danger d'un certain esthétisme «gratuit» n'empêche pas d'admirer.

Paul GAUVIN



«Un journal qui soit beau»...

## Interview de Jean ATTALI, de la Querelle-Revange

recueillie par Didier DELORME

J.A. : Dès le départ, on a voulu faire un journal qui soit sur le plan de la réalisation aussi beau que possible. C'était un pari, on pensait que c'était une exigence à respecter, pour garantir une diffusion large. Inversement, on faisait aussi le pari de réaliser notre journal nous-mêmes dans la mesure du possible. Ce qui fait qu'on a recours à des professionnels uniquement pour l'impression et pour le travail de composition. Tout le reste, la photo, la photogravure, la mise en page, la préparation des plaques offset, nous le faisons nous-mêmes.

J.A. : Il y a plusieurs membres de l'équipe de rédaction qui se consacrent par goût, à la photo par exemple, d'autres au dessin... L'exemple photographique a un rôle très important. On prépare actuellement un numéro sur la nuit et beaucoup de choses que l'on a à dire à ce sujet sont exprimées par la photo. On est donc plusieurs à avoir pris des photos en extérieur, à avoir travaillé les tirages.

J.A. : Pour la photo, par exemple, on a beaucoup discuté entre nous, des photos qui avaient été prises. Ainsi des gens qui au départ ne s'intéressaient pas spécialement à la photo s'y sont intéressés et ont commencé à en prendre et à participer aux travaux de tirage. Pour le travail de maquette, il y a quelques tâches très spécialisées, par exemple, faire les tramés, faire les travaux au banc-photo. Mais il y a aussi un grand nombre de tâches qui s'apprennent facilement, auxquelles chacun peut participer. C'est très important car chacun ressent bien qu'il ne commence à s'intéresser au journal, à en assumer pour son propre compte la responsabilité, qu'à partir du moment où il participe à sa réalisation. Tant qu'il n'y a pas participation à cette réalisation, les gens se situent en marge de l'équipe de rédaction.

Sur le plan de la fabrication du journal, comment le travail de maquette est-il pris en charge ?

# Le PCF et l'URSS UN SOUTIEN QUI N'A PAS FAIBLI

Le soutien de la direction du PCF aux pays de l'Est constitue un point d'achoppement important qui nuit tant à sa cohésion interne qu'à ses rapports avec les masses. Le texte présenté au 23<sup>e</sup> congrès, et qui sera adopté, insiste sur le « bilan globalement positif » du « socialisme » tel que le PCF le prétend à l'œuvre en Union soviétique et en Europe de l'Est. Au point que certains commentateurs en infèrent une remise en cause de la ligne du PCF par rapport au 22<sup>e</sup> congrès. Une étude de textes des deux congrès montre en fait que la position n'a pas changé réellement, même si, dans l'intervalle des deux congrès, des critiques plus vives avaient pu être émises. C'est que la référence à ces régimes demeure une partie intégrante de la définition même du type de régime que le PCF ambitionne d'instaurer en France.

Le 22<sup>e</sup> congrès du PCF définissait l'attitude du PCF par rapport aux régimes de l'Est dans des termes qu'on peut résumer par le soutien à ces régimes, caractérisés comme socialistes, la glorification de leurs « réalisations » économiques, mais aussi des critiques sur la question des libertés, et une approbation de leur politique extérieure.

Le texte du 22<sup>e</sup> congrès déclare : « Nous avons de grands objectifs communs, une doctrine commune, un adversaire commun, la même passion du socialisme nous anime (...). C'est le socialisme qui, en Union soviétique, a réalisé cet immense progrès historique que constituent la disparition de l'exploitation de l'homme, l'édification d'une économie puissante qui se développe sans crise, sans chômage et sans hausse des prix galopante, une considérable avancée du niveau de vie, l'accès des travailleurs aux responsabilités, la démocratie à l'entreprise, l'égalité des chances, l'extension de la culture à toute la société. Parallèlement à cette apogée des régimes de l'Est, des critiques étaient formulées sur la question des libertés. Il faut rappeler qu'au moment du 22<sup>e</sup> congrès (février 1976) la perspective d'une victoire de la gauche aux législatives était à l'ordre du jour : il convenait donc de rassurer l'électeur. Le thème de ce congrès étant « le socialisme pour la France », il convenait de se démarquer du goulag. D'où des critiques contre « les mesures répressives qui atteignent aux libertés d'opinion, d'expression et/ou de création ». Pour affirmer de façon assez défensive que « de tels actes ne sont nullement une conséquence obligatoire du socialisme ».

Sur la politique extérieure, la solidarité était totale. Le texte du congrès rappelait pour s'y référer le texte de la conférence internationale des partis révisionnistes de 1969 qui stipulait : « Les divergences mêmes qui surgissent sur telle ou telle question ne doivent pas faire obstacle à une prise de position conjuguée des partis frères sur le plan international, surtout quand il s'agit des problèmes fondamentaux de la lutte anti-impérialiste ». Le même texte parlait de l'« internationalisme prolétarien qui unit au même titre tous les partis communistes », ajoutant : « Nous ne connaissons aucune forme d'internationalisme qui lui soit supérieure, pas plus que nous ne saurions admettre de le voir découpé en tranches régionales », cette dernière appréciation condamnant ce qu'il est convenu d'appeler l'eurocommunisme.

## 23<sup>e</sup> CONGRES : LE « BILAN GLOBALEMENT POSITIF »

Le texte de résolution qui va être adopté au congrès du PCF définit les rapports avec les pays de l'Est dans des termes qui ne sont guère différents, sinon que la solidarité y est réaffirmée avec plus de force. Le régime de ces pays reçoit des louanges dans ces



Juquin en compagnie de Pliouchtch lors d'un meeting sur les libertés. La direction du PCF a mis au pion la brochure reproduisant cette photo.

termes : « les pays socialistes ont accompli une œuvre qui témoigne de l'existence et de la supériorité du système nouveau qu'ils se sont donné pour résoudre les grands problèmes de la société. C'est pourquoi à la question de savoir quel est aujourd'hui l'apport du socialisme au mouvement historique des pays concernés et de l'humanité dans son ensemble, nous répondons : le bilan des pays socialistes est globalement positif ».

Le négatif dans ce bilan, c'est qu'il y a en URSS une « méconnaissance persistante de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est le porteur ».

Marchais précise que la liberté est une « composante universellement nécessaire du socialisme ». Ce qui n'empêche donc pas de considérer comme « globalement positif » ce « socialisme » dont on reconnaît par ailleurs qu'il lui manque une partie « nécessaire » de lui-même, la liberté.

Là où les critiques, même verbales, disparaissent, c'est lorsqu'il est question de la politique extérieure de l'URSS et de ses satellites : « Cette même idé-

ologie du 22<sup>e</sup> congrès nous fait repousser toute idée de rupture avec les pays socialistes, de repliement sur nous-mêmes (...). La voie démocratique au socialisme pour la France trouve dans l'évolution du rapport des forces internationales, dans les progrès de la détente et de la coexistence pacifique l'un de ses fondements, l'une de ses cartes maîtresses. L'oublier serait suicidaire ».

De fait, lors de toutes ces dernières années, jamais la politique extérieure soviétique n'a fait l'objet d'une critique de la part des dirigeants du PCF. La « surprise et la réprobation » exprimée lors de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie ont cédé le pas devant une approbation de la normalisation, et l'affirmation, aujourd'hui, de ce que la Tchécoslovaquie est un pays indépendant. On sait également avec quel empressement dans la période récente, le PCF a

barrasser de références trop compromettantes. Dans le même temps, les articles de l'*Humanité* sur les réalisations des pays de l'Est se faisaient plus rares.

Evolution tactique vite contrariée. On apprenait, peu de temps après les législatives, que la direction du PCF avait fait détruire une brochure sur les libertés reproduisant une photo de Juquin serrant la main à Pliouchtch. La nouvelle était démentie dans un premier temps, puis confirmée et justifiée par le fait qu'un parallélisme malencontreux aurait été introduit dans la brochure entre les pays de l'Est et les dictatures de type fasciste classique, comme celles d'Amérique latine. Les récents procès en URSS ne donnent plus lieu à la même publicité qu'avant : si la condamnation des atteintes aux libertés est réaffirmée, c'est dans le cadre d'articles minuscules. Et de nouveau réapparaît dans la presse

Par François NOLET

la bénédiction de la direction et d'être favorablement accueilli par des militants qui souhaitent une critique plus virulente de l'URSS, et croyaient trouver là un début de réalisation de leurs espoirs.

S'il était nécessaire, le « bilan globalement positif » dont il est désormais question viendrait leur rappeler jusqu'où la direction estime qu'il convient de ne pas aller trop loin.

## POURQUOI CET ACHARNEMENT PRO-SOVIETIQUE ?

La défense et l'illustration des pays de l'Est se trouve ainsi remise au premier plan des thèmes de bataille du PCF, dans le cadre de la « guerre idéologique » qu'il est censé mener. On peut se demander ce qui motive ce soutien réitéré, qui fait une si mauvaise publicité au PCF.

C'est qu'il prétend instaurer en France un « socialisme », qui cache derrière la propriété d'Etat des moyens de production le capitalisme d'Etat. Ce « socialisme » n'est autre que celui qui sévit en URSS.

Le problème est d'autant plus aigu que cette question de l'URSS divise de façon importante les militants du PCF. La direction et ceux qui la suivent soutiennent l'URSS, en formulant quelques critiques limitées sur la question des libertés. Mais il existe au sein même du PCF un important lobby pro-soviétique qui trouve que la position de la direction est encore trop molle, et qu'il conviendrait d'appuyer plus fermement les positions soviétiques. Ce lobby ne se limite pas à quelques personnalités connues, comme Jeannette Thorez-Vermeersch, mais englobe une partie des militants, particulièrement dans la vieille garde du parti. Des courants très critiques vis-à-vis de l'URSS sont également dans le PCF, sur des bases diverses : ainsi Elleinstein affirmant son soutien aux dissidents des pays de l'Est, mais déclarant qu'il existe en URSS des « morceaux de socialisme » (71) eu égard au fait que les moyens de production ne sont plus propriété privée, et défendant également les illusions sur le « rôle en faveur de la paix » de l'URSS, les positions d'un Kéhayan, beaucoup plus critiques, et qui, sur la base d'une expérience concrète, remettent en cause le caractère socialiste de l'URSS et dénoncent sa politique extérieure impérialiste.

Toutes contradictions qui demeurent vivaces, d'autant que dans la foulée des critiques de l'URSS formulées après le 22<sup>e</sup> congrès, une partie non négligeable des adhérents d'aujourd'hui est venue au PCF sur l'illusion que celui-ci allait se démarquer de plus en plus nettement de l'URSS, tant sur le plan des relations internationales que dans la définition de son projet de société.

La poursuite par l'URSS de sa politique de répression fasciste à l'intérieur et d'agression impérialiste ne pourra que développer les interrogations et les remises en cause du soutien accordé à ce régime.

Après le long rapport de Marchais, mercredi, le congrès en est passé aux interventions. Il y en a eu près d'une vingtaine jeudi et autant sont attendues pour ce vendredi. Au total, 87 orateurs sont inscrits, leur ordre de passage étant déterminé par le secrétariat du congrès, composé de Plissonnier, Poperen, Denis et Josiane Andros. Bien que fort longues, ces interventions ne sont pas toujours inintéressantes. Outre l'intervention critique de Claude Frioux et les interventions de Mazauric et Garcia, dont nous parlons par ailleurs, nous avons entendu jeudi le secrétaire de la Meurthe-et-Moselle s'inquiéter de « la brutale baisse de la production de l'acier due aux occupations », qu'il approuve cependant ; nous avons entendu également une militante de l'Hérault parler du manifeste « mon pays escorjat » comme s'il était l'émanation pure et simple du PCF ; nous avons entendu enfin Philippe Herzog, qui est à Marchais ce qu'Attali est à Mitterrand : le technocrate de service. Herzog a longuement vanté la « rationalité nouvelle », avant de terminer sur un vibrant « ouvriers, paysans, intellectuels, nous sommes et nous serons les nouveaux économistes ».

Venus là pour consommer, les congressistes se comportent en conséquence : l'attention se resserre quand parle une « vedette », et elle devient franchement relâchée quand monte à la tribune un obscur de la Creuse ou des Pyrénées Orientales.

Jeudi, une « rencontre avec la presse » était prévue par Marchais. Celui-ci étant aphone, la

A quoi ressemble un congrès du PCF ?

La première impression qui prévaut, c'est bien l'immensité. Au milieu de la salle et sur les gradins du fond, près de 2000 délégués. A droite de la tribune, les délégations étrangères, plusieurs centaines de personnes au total. A gauche, les gradins de la presse, plusieurs centaines de personnes là encore, dont de très nombreux journalistes de la presse du PCF et des pays de l'Est. Enfin, la tribune : 87 dirigeants, avec au premier rang les membres du bureau politique ; Marchais

ce, et il devra représenter son mandat pour pouvoir rejoindre sa place.

Une autre image concerne les délégués. La commission des mandats, dont les résultats détaillés sont la composition du Congrès, donnera plus de précisions. Plusieurs éléments sont pourtant dès le premier abord frappants. Aussi on distingue assez nettement deux types de délégués : les responsables, secrétaires de fédération ou permanents, qui tous ont déjà participé à des congrès, et qui tous se connaissent et discutent fréquemment entre eux. Et



au centre, avec à sa droite Plissonnier et Madeleine Vincent, et à sa gauche Ségué et Paul Laurent.

Cette immensité rend évidemment difficile une description complète et sous tous ses aspects du 23<sup>e</sup> congrès du PCF. Quelques images cependant : le service d'ordre tout d'abord, pudiquement dissimulé sous le badge orange de l'« organisation ». Combien sont-ils ? Plusieurs centaines au moins. Jeudi matin, pour pénétrer dans la salle, j'ai dû franchir 5 niveaux, avec au total plus de 60 membres du SO. Qu'un délégué aille aux toilettes pendant la séance,

# LA CRISE EST PRÉSENTE

## D'une manière ou d'une autre, de nombreuses interventions en ont fait état

De notre envoyé spécial

conférence de presse a été repoussée à samedi. Marchais a cependant fait quelques commentaires en aparté : il est longuement revenu sur le thème du PCF « parti de la libération de la femme », après avoir déclaré qu'il n'y a « qu'une seule bonne politique : celle du PCF ».

A partir de vendredi doit commencer le travail des commissions, dont les résultats seront présentés devant le congrès. On sait déjà que la

Les autres, tous les autres, repartiront dimanche soir après avoir eu comme seule fonction de faire la claque et de remplir la salle.

Cette fonction les satisfait cependant, d'après ce que j'ai pu en voir. Voilà des militants qui ont subi l'échec de mars, qui se trouvent dans leurs cellules en butte aux militants critiques, qui ne parviennent bien souvent pas à répondre aux interrogations de leurs camarades, et qui, enfin, trouvent dans le congrès ce havre de paix et d'unanimité dans lequel ils sont à l'aise. Si le 23<sup>e</sup> congrès n'a aucun, mais

expériences sur la manière dont « on les a virés de la conférence de section » (resic). Deuxième sujet de discussion des délégués : le PS, dont chacun se complait à raconter les petites manœuvres, qui dans sa municipalité, qui dans son syndicat enseignant.

Les dirigeants enfin. Ils sont tous venus dans leurs voitures officielles, R 16 pour les conseillers généraux, DS pour les députés et 604 pour les membres du BP. Les chauffeurs attendent dehors pendant les séances.

Sans s'amuser au petit jeu de l'interprétation des

commission des mandats mettra en lumière la jeunesse des délégués et le grand nombre de femmes présentes, tandis que les commissions sur la résolution et sur les statuts n'apporteront que des réformes minimes aux textes préparés par le CC en février dernier. Ce n'est que dimanche midi qu'on connaîtra la composition du nouveau CC et du nouveau bureau politique. Le premier pourrait connaître une certaine recomposition.

ils ramener quelques bouteilles de la cuvée « spécial 23<sup>e</sup> congrès » dont la qualité ressemble fort à celle

des vins dit « en provenance de divers pays de la communauté européenne »...

## Un parfum de crise

Le 23<sup>e</sup> congrès a pris son rythme de croisière. Progressivement, sa physionomie se dessine, et quelques grands traits se dégagent avant même les deux dernières journées, qui seront notamment consacrées à « l'élection » des organismes dirigeants.

S'il fallait chercher une preuve nouvelle des difficultés et des interrogations qui traversent le PCF depuis un peu plus d'un an, on la trouverait ici même, à Saint-Ouen, dans le 23<sup>e</sup> congrès. La crise interne constitue en effet une des trames essentielles des interventions, avec la dénonciation du pouvoir gardien, et celle du PS qui lui est quasiment assimilé.

Cette crise interne, elle s'est manifestée par tous les bouts. Il y a les intervenants comme Chevaller, du Rhône, Mazauric, d'Aix-en-Provence, Masson, de Paris, qui s'en prennent directement aux oppositionnels, accusés de « faire la manche du PS » ou de « prêter la main à l'impérialisme », dans le cadre de la « guerre idéologique ». Tant de hargne prouve bien que « l'ennemi » est plus fort que ne le prétend la direction. Mazauric l'a d'ailleurs crédité de « quelques centaines », de membres, ce qui est contradictoire avec la « poignée » dont parlait Marchais. Il y a ceux qui, comme Ralite, emploient des termes froissant l'injure pour stigmatiser une presse dont la trêve essentielle serait de faire la part belle aux contestataires.

Il y a ceux enfin qui, avec moins de virulence, sont contraints de faire état des interrogations qui existent parmi les militants du PCF. On a ainsi entendu Garcia, secrétaire fédéral de la Seine-Saint-Denis, s'interroger publiquement sur le recul électoral du PCF dans son département. On l'a entendu dire que les « explications sociologiques » n'expliquaient pas tout, qu'il fallait balayer les « attitudes dominatrices », et que surtout, la tendance existait « à ne pas mobiliser les masses ». Garcia citait à cet effet une « lutte contre une saisie », qui avait pris la seule forme d'un coup de téléphone à l'élu PCF du quartier ! On peut penser que le secrétaire fédéral de Seine-Saint-Denis vient soudainement de se convertir aux vertus de l'autocritique. On peut penser aussi, c'est plus probable, que son intervention a été provoquée par les interrogations qui existent dans son département sur le type de liens qu'entretient le PCF avec les masses.

Des critiques ouvertes ont même été formulées à la tribune du 23<sup>e</sup> congrès. Pas par des oppositionnels, bien sûr, ceux-là n'ont pas accès aux assises de leur parti, mais par un des cinq auteurs de « l'URSS et nous », livre pourtant recommandé par le bureau politique. Claude Frioux, c'est lui, a dénoncé les « faiblesses de forme et de langage », il a dénoncé « ceux qui se crispent sur des formules comme bilan positif ou guerre idéologique », il a dénoncé enfin la « cécité mentale » de ceux qui sont « fascinés par les slogans » et qui ont « un mode de pensée incantatoire ». Rançon de cette audace, Frioux a reçu un accueil froid de la salle.

Ces critiques, ces interrogations, ces anathèmes, paraissent de peu d'importance. Ils ne sont en fait que les vagues qui viennent échoier à la tribune du congrès, effets de la grande tempête qui secoue ce qu'on est tenté d'appeler l'autre PCF, celui des militants de base. Qu'on trouve au congrès le reflet, atténué certes, de la crise interne au PCF, voilà qui prouve éloquentement son ampleur.

places qu'occupent les uns et les autres à la tribune, on remarquera cependant qu'un dirigeant jadis, c'est-à-dire il y a un an et demi, important, Pierre Juquin, n'est pas à la tribune.

« L'organisation » a bien fait les choses. A défaut d'élaborer la ligne, les délégués pourront ramener d'autres souvenirs du Congrès : un stand est prévu à cet effet, avec sacs, portefeuilles, foulards, tour Eiffel, etc... Ils pourront aussi envoyer une petite carte postale « souvenir du 23<sup>e</sup> congrès » dans le bureau de poste prévu à cet effet. Peut-être même pourront-

# 3 MOIS APRES LA CHUTE DU RÉGIME DU SHAH

- La classe ouvrière en lutte pour le respect de ses droits
- L'unité du mouvement religieux en question
- Provocations et ingérences étrangères

Par Franck ROUSSEL



Des ouvriers de la raffinerie d'Abadan lors d'une grève.

C'est à l'appel du « Conseil des syndicats ouvriers de tout l'Iran » et des organisations révolutionnaires, que plusieurs centaines de milliers de travailleurs et de chômeurs ont défilé le 1<sup>er</sup> mai dans les rues de Téhéran. L'ampleur de la manifestation traduit l'importante mobilisation des ouvriers. Au sein de la classe ouvrière un débat se déroule actuellement sur le thème : de quelles formes d'organisations se doter : conseils ouvriers, soviets, syndicats. Les ouvriers réclament avec force du travail, alors que le départ de nombreux capitalistes, abandonnant les usines qu'ils contrôlaient sous l'ancien régime et l'absence de programme économique du nouveau régime, n'ont pas permis un redémarrage de l'économie, ce qui provoque un chômage endémique. Dans ce contexte de crise économique, certains milieux religieux, s'appuyant sur l'assassinat du général Gharani, puis de l'ayatollah Motahari (revendiqués par une obscure organisation islamique : le « Forghan ») ont déclenché une campagne anti-communiste sans précédent en tentant de faire passer les organisations d'extrême-gauche — dont l'organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple et l'organisation des Moudjahidin du Peuple — pour les auteurs de ces assassinats. Tandis que Khomeiny vient d'accuser les Etats-Unis d'être les instigateurs de groupes comme le « Forghan », des militants révolutionnaires craignent que les provocations mènent leur pays vers une guerre civile et rompent l'unité du pays, favorisant les interventions des puissances étrangères.

Face à la situation économique qui se détériore (jusqu'à 4,5 millions de chômeurs, selon les sources, pour une population active de 10 millions) et qu'il ne maîtrise pas, le nouveau régime semble actuellement incapable de satisfaire les revendications des travailleurs. Ces derniers réclament avant tout du travail (le chômage touche particulièrement les ouvriers du bâtiment), mais aussi la participation à la gestion des entreprises, et commencent à se doter de syndicats comme instrument de lutte, les plus importants étant ceux des ouvriers au chômage et le syndicat des ouvriers du pétrole. Des travailleurs de plus en plus nombreux mettent en cause les responsables désignés par les autorités, sans leur assentiment ; ils exigent des représentants élus par les ouvriers eux-mêmes. Le débat actuel dans les usines porte notamment sur la formation de syndicats (il y a des noyaux syndicaux dans chaque usine), et même de soviets. La seule mesure prise par le gouvernement jusqu'ici, en réponse à ces revendications, consiste dans le versement d'une modeste allocation-chômage, mais les conditions à remplir pour y avoir droit (être âgé de plus de 26 ans et cotiser à la sécurité sociale — la plupart des ouvriers n'ayant pas de travail fixe n'y ont pas droit —) sont telles que seuls 5 500 chômeurs sur 1 million inscrits sur les listes peuvent bénéficier à l'heure actuelle de ces allocations.

## QUEL RÔLE JOUE LE « FORGHAN » ?

Aux dires de ses organisateurs, la manifestation des travailleurs du 1<sup>er</sup> mai dernier, première du genre possible depuis un quart de siècle en Iran, a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes. Constatant le large développement du mouvement ouvrier, les milieux religieux réactionnaires ont réagi, prenant prétexte de l'assassinat de l'ayatollah Motahari qui a suivi celui du général Gharani, pour organiser

une campagne anticommuniste d'ampleur, dirigée non contre le parti Toudeh mais contre les organisations d'extrême-gauche, telles les « fedayin du peuple » ou les « moudjahidin du peuple ». Le « Forghan », organisation islamique qui a revendiqué les deux assassinats, se dit opposé à la hiérarchie cléricale, mais on peut se demander si cette organisation ne bénéficie pas d'appuis hauts placés. En effet, le « Forghan » savait que Motahari faisait partie du « Conseil révolutionnaire islamique » et qu'il siégeait dans les tribunaux islamiques, alors que la composition de ces deux organes est normalement tenue secrète. Autres faits troublants rapportés par divers observateurs : le « Forghan » savait que Motahari se rendait cette nuit-là chez un membre du gouvernement. C'est à la sortie de chez celui-ci qu'il a été assassiné, malgré la présence de ses gardes du corps et de membres des comités Khomeiny, particulièrement nombreux dans les rues, en ce jour de ce 1<sup>er</sup> mai.

Cet assassinat, comme celui du général Gharani, ont été saisis comme prétexte par les fanatiques religieux pour dénoncer les groupes révolutionnaires, alors qu'il est de notoriété publique en Iran, que ceux-ci ne sont pas les auteurs de ces assassinats. Toutes les organisations révolutionnaires ont condamné l'assassinat de l'ayatollah Motahari. Elles ont également condamné l'assassinat de Gharani, bien que pro-américain, car ces attentats sont jugés extrêmement dangereux dans la période : un sympathisant des Fedayin du peuple, nous déclarait dernièrement au sujet de l'assassinat de Gharani : « Certains veulent nous faire endosser l'assassinat de Gharani, en disant que nous en sommes responsables parce que nous avons révélé le complot de Gharani, ses liens avec les Etats-Unis, et publié des documents compromettant. Ils ne se rendent pas compte qu'en disant cela, ils soutiennent implicitement la CIA ».

## LE MOUVEMENT RELIGIEUX DIVISÉ

En annonçant que Ghotbzadeh (directeur de la radio-télévision), Yazdi (ministre des Affaires étrangères), Amir Entezam (porte-parole du gouvernement) et Bani Sadr (économiste), tous quatre personnalités proches de Khomeiny, seraient ses prochaines victimes, le « Forghan » n'hésite pas à amalgamer des hommes qui représentent des tendances contradictoires au sein du mouvement religieux. En témoignent les prises de position de Bani Sadr, qui, comme le petit-fils de Khomeiny, demande la démission de Ghotbzadeh en raison de l'opposition de celui-ci à ouvrir les antennes à tout ce qui n'est pas religieux.

La récente crise ouverte avec la tendance progressiste du mouvement religieux, symbolisée par l'ayatollah Taleghani, opposé à certaines positions des khomeinistes, témoigne encore des contradictions internes des religieux. L'ayatollah Taleghani, dont les fils militent dans l'organisation des « Moudjahidin du peuple », rejoint en cela par les derniers propos de Khomeiny, affirme que l'impérialisme US est toujours présent en Iran ; pour lui, la révolution n'est pas terminée, car, dit-il, maintenant les réformistes sont au pouvoir, et il réclame l'épuration de l'armée. S'il a pu apaiser la situation au Kurdistan, il n'a pu obtenir que des déclarations rassurantes sur la mise au pas des comités Khomeiny, qui continuent, sans contrôle populaire, leurs activités. Par ailleurs, l'ayatollah Shariat Madari, qui a créé le « Parti de la République du peuple musulman iranien » demande qu'on laisse la parole « aux communistes et aux démocrates ». Partisan d'un gouvernement islamique Shariat Madari plaide pour le respect des libertés démocratiques. Alors qu'il bénéficie en outre d'un soutien populaire important en Azerbaïdjan, il semble que la bourgeoisie nationale, délaissant le Front national, soit amenée à le soutenir, le jugeant plus modéré que Khomeiny. Reste que ce dernier continue à bénéficier du soutien actif de la majorité de la population. Au sein du gouvernement, les réformistes comme Bazargan sont la cible des intégristes religieux tandis que les ministres du Front national qui n'ont pas encore démissionné courent le risque d'être exclus de leur organisation.

## USA ET URSS AUX AGUETS

Les risques de guerre civile, sur fond de crise économique, font planer, aux dires de nombreux militants d'extrême-gauche, ceux d'interventions directes des USA et de l'URSS. Dans ces circonstances, les groupes révolutionnaires appellent à ne pas répondre aux provocations dont ils sont l'objet.

Plusieurs possibilités de péné-

tration s'offrent pour l'impérialisme américain : s'appuyer sur des personnalités comme Gharani (l'ancien chef d'état-major de l'armée iranienne, finalement obligé de démissionner en raison de ses liens connus avec l'impérialisme US, avant d'être assassiné) personnalités encore nombreuses au sein de l'appareil d'Etat : dirigeants de l'armée, etc. L'impérialisme US peut aussi s'appuyer sur des attentats comme ceux du « Forghan » pour tenter de déclencher un affrontement entre le mouvement religieux et les mouvements d'extrême-gauche. Yazdi (ministre des Affaires étrangères) et son gendre ont été compromis dans des affaires mettant en cause des sénateurs américains, ce qui traduit la persistance de certains « liens spéciaux ». Ils ont dissimulé les noms des personnalités américaines impliquées, refusant de les transmettre à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Karim Sandjabi, qui a récemment démissionné, entre autres pour cette raison.

Si l'impérialisme américain est réellement vu comme un ennemi par le peuple iranien, il ne semble pas en être de même du social-impérialisme. Celui-ci bénéficie d'un agent inconditionnel avec le parti Toudeh (parti révisionniste), qui réclame que le gouvernement iranien développe ses relations avec Cuba et avec les pays de l'Europe de l'Est.

Au sujet de ce parti, une militante proche de « L'Union de lutte pour la construction du parti de la classe ouvrière » nous indiquait récemment combien il tentait de gagner en influence : « Le Toudeh s'est emparé de la direction de trois universités à Téhéran, et son journal Le Peuple, est publié régulièrement ; il connaît une assez large diffusion. L'organe central du Toudeh est en vente dans tous les kios-

ques de Téhéran. Navid, le journal hebdomadaire des étudiants démocrates, proche du Toudeh, est affiché partout dans Téhéran. A noter que les révisionnistes iraniens disposent de moyens financiers importants. Ils disent aujourd'hui qu'il faut soutenir Khomeiny et la république islamique, parce que l'islam présenté par Khomeiny n'est pas en contradiction avec le socialisme que nous voulons. Avant ils disaient la même chose de la monarchie constitutionnelle. Je pense qu'il n'y a pas un travail suffisant fait pour démasquer le Toudeh. »

L'URSS bénéficie également d'un courant de sympathie parmi différentes organisations qui ne sont pas liées directement au Toudeh mais en sont proches : Parti démocratique, Union des écrivains, Union des artistes, Union des étudiants démocrates, organisations qui contrôlent par exemple 11 des 40 quotidiens publiés chaque jour en Iran.

Dans ces circonstances, les craintes de certains militants révolutionnaires iraniens de voir les manœuvres et les ingérences des deux superpuissances se développer, et remettre en cause les premiers acquis de la lutte populaire, à la faveur d'affrontements entre les différentes forces politiques du pays (affrontements suscités notamment par les provocations dirigées contre les organisations révolutionnaires et le mouvement ouvrier) paraissent d'autant mieux fondées.

## Plate-forme revendicative du « Conseil des syndicats ouvriers de tout l'Iran »

Fort de l'acquis que constitue la chute du régime du Shah qui lui interdit tous droits, actuellement la classe ouvrière iranienne s'organise à l'intérieur de syndicats qui se regroupent eux-mêmes au niveau national. Un certain nombre d'entre eux, dont les plus importants : le syndicat des ouvriers au chômage, et le syndicat des ouvriers du pétrole, ont formé le « Conseil des syndicats ouvriers de tout l'Iran » qui a organisé la manifestation ouvrière du 1<sup>er</sup> mai, regroupant plusieurs centaines de milliers de travailleurs et de chômeurs. La plate-forme du « Conseil des syndicats ouvriers de tout l'Iran » comprend aussi bien des revendications de type économique :

- augmentation des salaires selon l'augmentation du coût de la vie ;
- amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers (gratuité des soins médicaux, droit au logement, 4 semaines de plus de congés) ;
- semaine de 40 heures, retraite après 20 ans de travail au lieu de 30 ;
- que des revendications politiques :
  - garantie du droit de faire grève, de se syndiquer et de manifester ;
  - démission de tous les agents de l'ancien régime ;
  - expulsion de tous les capitalistes et des conseillers étrangers et confiscation de tous les biens en faveur des ouvriers ;
  - participation des Conseils ouvriers à la gestion et au contrôle de l'embauche dans l'entreprise.

# CHINE : LE DÉBAT POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE SE POURSUIT

Lorsque sous la rubrique «droits de l'homme», entre un article sur les dissidents de l'URSS et un autre sur les dissidents de Tchécoslovaquie, *Le Monde* du 10 mai évoque un article du mensuel du PCC, «*Le Drapeau rouge*», en écrivant qu'il ne laisse pas «la moindre place pour un éventuel renouveau des revendications en faveur des «droits de l'homme» apparues au cours du «printemps de

Est-ce le fait que les débats et les luttes menés actuellement en Chine ne marquent pas une évolution de ce pays vers une nouvelle société capitaliste mais s'inscrivent dans le processus d'édification du socialisme, de renforcement du pouvoir prolétarien, qui indispose ainsi nos commentateurs, désireux de montrer qu'il n'y a pas d'autre voie en-dehors du capitalisme occidental ou de la dictature des nouvelles bourgeoisies des pays de l'Est ? Une «démonstration» pour laquelle on n'hésite pas à obscurcir, à «ignorer» les tenants et les aboutissants du débat sur la démocratie en Chine, les circonstances qui l'ont motivé.

## LES CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES A SURGI LE DÉBAT SUR LA DÉMOCRATIE

C'est, rappelons-le, en opposition avec les conceptions véhiculées et mises en œuvre par les Qua-

tre qu'a surgi en Chine le vaste débat actuel sur la démocratie. Dans ce domaine, comme dans les autres, les Quatre falsifiant la pensée de Mao Zedong, isolaient unilatéralement un de ses aspects, s'en réclamant pour mieux faire passer leurs points de vue. Par les conceptions telles que celles formulées par Tchang Tchouen-Kiao dans «*De la dictature intégrale sur la bourgeoisie*», les Quatre prétendaient continuer le combat mené sous la direction de Mao Zedong par le parti communiste chinois pour défendre le principe de la dictature du prolétariat, contre les thèses révisionnistes de Krouchtchev dont la mise en œuvre avait abouti à la restauration du capitalisme en URSS et dans les démocraties populaires d'Europe. Ces thèses, on le sait, niaient l'existence et la poursuite de la lutte des classes dans la société soviétique et préconisaient l'établissement de l'«Etat

*Pékin*», nous pouvons apercevoir facilement à quelle analogie, à quel amalgame, on nous invite. Ne laisse-t-on pas entendre par là que les droits du peuple connaissent en Chine, à quelque chose près, le même sort qu'en Tchécoslovaquie, une sorte de «normalisation» succédant à une timide tentative d'«ouverture démocratique».

du peuple tout entier», la fin de la dictature contre les éléments bourgeois pour instaurer dans les faits la dictature d'une nouvelle bourgeoisie.

C'est donc sous prétexte de poursuivre le nécessaire combat contre ces positions, sous prétexte de défendre la dictature du prolétariat que les Quatre s'opposèrent aux revendications de liberté et de démocratie en les qualifiant de «bourgeoises». C'est sous ce prétexte, par exemple, qu'ils s'opposèrent aux revendications des travailleurs jugées peu «politiques» dès lors qu'ils mettaient en avant des exigences pour le développement des forces productives, pour le développement de la base matérielle nécessaire à l'amélioration de leurs conditions d'existence. C'est sous ce prétexte aussi, par exemple, qu'ils s'en prirent à la masse des cadres vétérans, expérimentés, en prétendant que ceux-ci ayant combattu

avant 1949 contre le féodalisme, pour la démocratie, étaient influencés par les idées démocratiques bourgeoises donc «non adaptés» à la nouvelle étape, celle du socialisme.

Les Quatre n'hésitèrent pas à violer la légalité socialiste en effectuant des poursuites et des exécutions arbitraires sans tenir compte des procédures établies et des organismes judiciaires. Ils devaient dissoudre de leur propre chef des organismes de pouvoir ou des organisations de masse comme les syndicats, ou la Ligue de la jeunesse, sous prétexte de «révisionnisme». C'est toujours au nom de la «dictature intégrale du prolétariat» que les libertés démocratiques pour le prolétariat et le peuple, garanties par la Constitution, liberté de manifester, d'afficher son opinion, de faire grève, etc. furent bafouées.

## L'HERITAGE DU FÉODALISME

C'est donc en riposte

aux conceptions des Quatre qu'a surgi le récent débat sur la démocratie en Chine, impulsé par le Parti communiste, qui a engagé la lutte pour le rétablissement ou le renforcement de la légalité socialiste. Dans le cours de cette lutte, le parti communiste a mis en avant l'idée selon laquelle les violations de la démocratie, des droits du peuple, l'ampleur qu'elles ont connues ces dernières années ont été favorisées par la persistance de l'influence d'un passé encore tout récent, celui d'avant la Libération, marqué par le despotisme féodal, dans un pays qui n'a pas, par ailleurs, connu l'étape de la démocratie bourgeoise. De plus, la prédominance, au sein de la société, de la paysannerie, liée, dans son mode de vie, à la petite

production, a, dans bien des cas, estimé le Parti communiste chinois, favorisé le maintien de mentalités empreintes d'influences féodales. A cet égard, la modernisation de la Chine, la transformation de sa base productive avec le développement de la grande production, créerait des conditions favorables au changement des mentalités. C'est aussi de ce point de vue que le Parti communiste chinois, mettant en évidence les rapports entre l'infrastructure et la superstructure, affirme que la lutte pour les «quatre modernisations», destinée à consolider la base matérielle du socialisme, est une grande lutte politique.

(A suivre)

## ● Liban : les incursions sionistes en territoire libanais se poursuivent

Mercredi, s'arrogeant un droit de poursuite, contre la résistance palestinienne, une colonne militaire israélienne, composée d'une vingtaine de chars, a à nouveau pénétré en territoire libanais pour y effectuer un raid, dans une zone contrôlée par la FINUL. Ce raid est qu'à la suite de longues négociations, que les «casques bleus» de l'ONU obtenaient le départ des troupes sionistes. Mais ces dernières ont laissé derrière elles leurs alliés, les milices d'extrême-droite de Haddad aux alentours du village de Chagra. Faisant régner la terreur pour obliger les villages à se rallier à son Etat fantoche, les phalanges de Haddad se heurtent à la résistance de la population qui refuse obstinément de céder au chantage de la violence (les villages qui ne se rallient pas sont menacés d'être bombardés par les milices d'extrême-droite). Cependant, certains habitants vont grossir le flot des réfugiés qui se dirigent vers Saïda ou vers Beyrouth. Ainsi ce commerçant de Barachit témoigne de la situation : «Je n'ai aucune envie de vivre sous la botte de Saad Haddad ou de ses amis israéliens. Je ne peux pas non plus prendre le risque de voir un de mes enfants blessé ou tué par les abus des miliciens».

## ● Journée internationale pour la libération de Youri Orlov

Le mardi 15 mai est le premier anniversaire du procès du physicien soviétique Youri Orlov, membre fondateur du Groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, condamné à sept ans de camp à régime sévère et cinq ans d'exil intérieur. A cette occasion, le Comité des physiciens français pour la défense de Youri Orlov organise à Paris une délégation à l'ambassade de l'URSS et une conférence de presse avec la participation d'autres organisations.

**LA DELEGATION A L'AMBASSADE SE REUNIRA**  
A 11 heures, au café *Le Flandrin* (carrefour : Boulevards Flandrin, Henri Martin, Emile Augier, métro : Rue de la Pompe).

**LA CONFERENCE DE PRESSE SE TIENDRA**  
A 15 heures, dans l'université Pierre et Marie Curie, 4 place Jussieu, Tour 13, au 2<sup>e</sup> étage, couloir 13-23, dans la bibliothèque du laboratoire de physique des solides.

Pour le comité des physiciens français  
J.P. Mathieu  
Tour 22. Université Pierre et Marie Curie  
4 Place Jussieu, 75 230 Paris Cédex 05

# CNUCED : LES PAYS DU TIERS-MONDE FONT ENTENDRE LEUR VOIX

Ouverte depuis lundi, à Manille (Philippines) la 5<sup>e</sup> session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, qui réunit 3 000 délégués de 159 pays, a entamé le débat général par le rapport présenté par le délégué tanzanien au nom du «groupe des 77» (aujourd'hui 117) pays du Tiers Monde. Ce programme «pour l'autonomie collective et le cadre des négociations» adopté à Arusha (Tanzanie) en février dernier, est centré sur la nécessité de constituer le nouvel ordre économique mondial. Mercredi, Mc Namara, président de la Banque Mondiale, a reproché au «groupe des 77», de ne pas s'être associés à l'accord du GATT, signé récemment à Genève.

La réunion du «groupe des 77» à Arusha en Tanzanie aura permis l'élaboration d'une plate-forme et d'une stratégie commune de revendications allant dans le sens d'une meilleure répartition des richesses, comme l'a montré l'intervention du représentant de la Tanzanie, au nom de ce même «groupe des 77». Il devait notamment déclarer que «depuis la 4<sup>e</sup> session de la CNUCED, le niveau économique et social de la grande majorité des pays en voie de développement ne s'est pas amélioré, mais s'est au contraire détéri-

ré». Nous vivons, a-t-il souligné, dans un monde où les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. En effet, pour ne prendre que l'exemple de la dette extérieure des pays du tiers-monde : la dette de 140 pays en voie de développement a augmenté de 5,3 fois en moins de 10 ans, leur coûtant 32 milliards de dollars en 1976, pour la seule dette extérieure, intérêts compris, contre 6 milliards en 1967. Le délégué tanzanien, rapporteur du «programme d'Arusha pour l'autonomie collective et le cadre des négociations», a déploré le

manque de volonté politique nécessaire manifesté par des pays riches à l'établissement du nouvel ordre économique mondial. Il a affirmé que les problèmes de chaque région du monde qui sont à l'ordre du jour de cette 5<sup>e</sup> session de la CNUCED, ne seront résolus que par des changements fondamentaux «qui doivent amener une restructuration des relations actuelles». Il a invité la conférence à prendre des mesures concrètes et efficaces pour appliquer le programme intégral des produits de base, restreindre le protectionnisme et résoudre les problèmes de dettes extérieures et du renforcement des coopérations économiques entre les pays en voie de développement.

Du protectionnisme, il en aura été question également pour la 3<sup>e</sup> journée de la conférence, où Mc Namara, président de la Banque Mondiale, a reproché aux pays du Tiers Monde de s'entourer de barrières protectionnistes :

«Les pays en voie de développement devraient libéraliser leur politique d'importation afin de stimuler leurs industries, dès qu'ils seront parvenus à un certain stade de leur développement». Le président de la Banque mondiale a également déploré le fait que les pays du «groupe des 77» ne se soient pas associés à l'accord du GATT, qu'ils considèrent comme intéressant essentiellement les problèmes des pays capitalistes industrialisés et auquel ils reprochent d'éluider les difficultés des pays du Tiers Monde.

Il s'agira pour les pays du Tiers Monde de faire preuve de solidarité et d'unité, pour faire de cette 5<sup>e</sup> CNUCED un moment important du combat mené contre l'impérialisme et accélérer le développement économique des pays du Tiers Monde. Le débat général de la 5<sup>e</sup> session de la CNUCED se prolongera jusqu'au 21 mai.

Frank ROUSSEL

# La question de Zola

«Zola a peur du rouge» Un entretien avec Paule LEJEUNE

Paule Lejeune participe à l'animation du groupe : «LE PEUPLE PREND LA PAROLE», qui se fixe pour but de contribuer au processus révolutionnaire en remettant en lumière les événements et les participants du mouvement ouvrier, en abordant une approche critique des «grands auteurs» et en publiant des textes inédits.

Le catalogue est disponible : BP 52 Paris 75 251

Que reproches-tu à Zola ?

Zola se présente comme un romancier, qui propose la vérité, comme un scientifique, puis il dit au lecteur : à vous de juger ! C'est sur ce point-là que je l'attaque car en fait il ne remplit pas son contrat. Son enquête est trop rapide, trop superficielle, incomplète. Pour *Germinal* par exemple, Zola partait avec des schémas préétablis, comme tous les écrivains bourgeois d'ailleurs (voir Renan). Ainsi, avant d'aller passer 8 jours à Anzin, en 1884, lors de la grève des mineurs qu'il suivit de près théoriquement, Zola avait dans la tête les schémas suivants : grève = violence, travailleur = faim. Et Zola, une fois sur place, n'a pas approfondi son enquête, de manière à modifier ses schémas. Il n'a pas discuté avec des mineurs, il n'a pas assisté à des assemblées générales. Pour lui la mine, c'est un décor intéressant, et les mineurs sont des gens frustrés de cœur et de crâne. De même, Zola n'a pas vu la culture prolétarienne qui est un savoir réel, acquis par l'ouvrier, provenant par exemple de la lecture des journaux très lus à l'époque. Non, pour lui, le savoir ne peut être que livresque et le militant ouvrier ne peut pas arriver à assimiler un savoir.

Philippe Ariès, historien spécialisé dans l'histoire de la démographie, écrit dans son livre sur *L'histoire des populations françaises* (chapitre consacré au pays noir) : «Ce que les statistiques nous apprennent... Zola le décrit avec une admirable précision de détails... C'est l'observation qui est intéressante... avec parfois la sûreté d'un document d'archives».

C'est faux. Si on regarde les accidents du travail dans *Germinal*, par exemple, ils sont tous dus à une négligence de la part des travailleurs. Le vernis de vérité, c'est la caractéristique du naturalisme. Zola a un vocabulaire technique avancé, (les chiffres des salaires sont vrais), mais l'essentiel est superficiel.

Dans l'histoire de la littérature, la démarche de Zola est nouvelle, parce qu'il tente de faire coller la littérature à la réalité.

C'est une démarche pseudo-scientifique. Il passe 8 jours sur le terrain, il fait quelques lectures sur le socialisme en particulier, à partir de livres droitiers, et il pense que cela suffit. Je ne crois pas que cela soit un progrès, parce que ça maquille les vrais problèmes, c'est un attrape-nigaud.

C'est une entreprise nouvelle, par rapport aux lois du roman, à l'époque, que de choisir comme matière le peuple qui travaille et qui lutte.

C'est surtout lié de la part de Zola à la volonté de s'approprier des nouveaux territoires littéraires. Zola n'a pas d'intentions progressistes, et il est un romancier traditionnel.

Est-ce que pour juger une œuvre, il faut se reporter uniquement aux intentions de l'auteur, ou doit-on juger en fonction de l'effet produit chez les lecteurs ?

Zola renforce l'idéologie bour-

geoise. Dans *Germinal*, il n'y a que des éléments de misère qui ne donnent pas envie, après la lecture, de faire grève : l'exemple des Maheu est caractéristique puisqu'à chaque grève, ils perdent des plumes et se retrouvent dans la misère la plus noire.

Zola développe le réformisme : quand on a lu Zola, on s'aperçoit que les conditions de vie pour la classe ouvrière se sont maintenant améliorées. Ce n'est donc pas la peine de se battre, dans 50 ans tout ira encore mieux. Et cela, parce que Zola ne montre pas la situation dans son ensemble ; en fait, il fait le jeu de la classe dominante. Il donne l'impression d'avoir des idées de gauche et en réalité...

Dans ton livre *Germinal, un roman anti-peuple*, tu démontres que Zola n'avait pas une connaissance réelle des travailleurs. Tu procèdes pour cela, par comparaisons. Par exemple, tu prends les portraits qu'il fait des femmes de mineurs, «dans le coron, oisives, cancanières, stupides, gesticulantes, et laides...», n'entrant en scène dans le déroulement de la grève que lorsqu'elle «va dégénérer en violence chaotique et brutale». Tu les compares aux 8 000 ouvrières ovalistes de Lyon qui sont descendues dans la rue avec calme et détermination en 1869, ou encore aux femmes de la Commune qui ont pris d'importantes initiatives politiques, ont su s'organiser et se défendre.

Au niveau de la méthode, tu penses qu'il est juste de comparer des situations, que séparent plus de 10 années (la grève d'Anzin se déroule en 1884) ?

Zola aborde le mouvement ouvrier à travers la lutte d'Anzin, qui a été une grève très importante dont on a beaucoup parlé à l'époque, mais il n'en prend que des morceaux. En fait, il ne se réfère pas à une période exacte puisqu'il

reproduit les schémas qu'il a dans la tête. En ce qui concerne les femmes, dans le dossier de *Germinal*, je n'ai trouvé que quelques fiches faites d'avance, rien au niveau de l'enquête. Je me suis donc demandée à quoi il s'était référé pour ses personnages féminins. A la Commune ? A la grève d'Anzin ? En fait, les naturalistes sont d'une misogynie de classe extraordinaire.

Ce qui ressort de *Germinal* c'est que l'exploitation et l'oppression capitalistes sont sources de malheur pour le peuple.

Il y a en fait une seule idée : c'est que le peuple est synonyme de faim et de logement misérable. Et dès qu'il résiste, il est encore plus malheureux. Il suscite plus la pitié qu'autre chose.

A la fin de *Germinal*, Etienne s'en va, et sent sous ses pieds une lente germination qui est selon Zola, «la poussée de l'homme nouveau», «l'effort que font tant d'ouvriers pour se dégager des ténèbres». D'où le choix du titre.

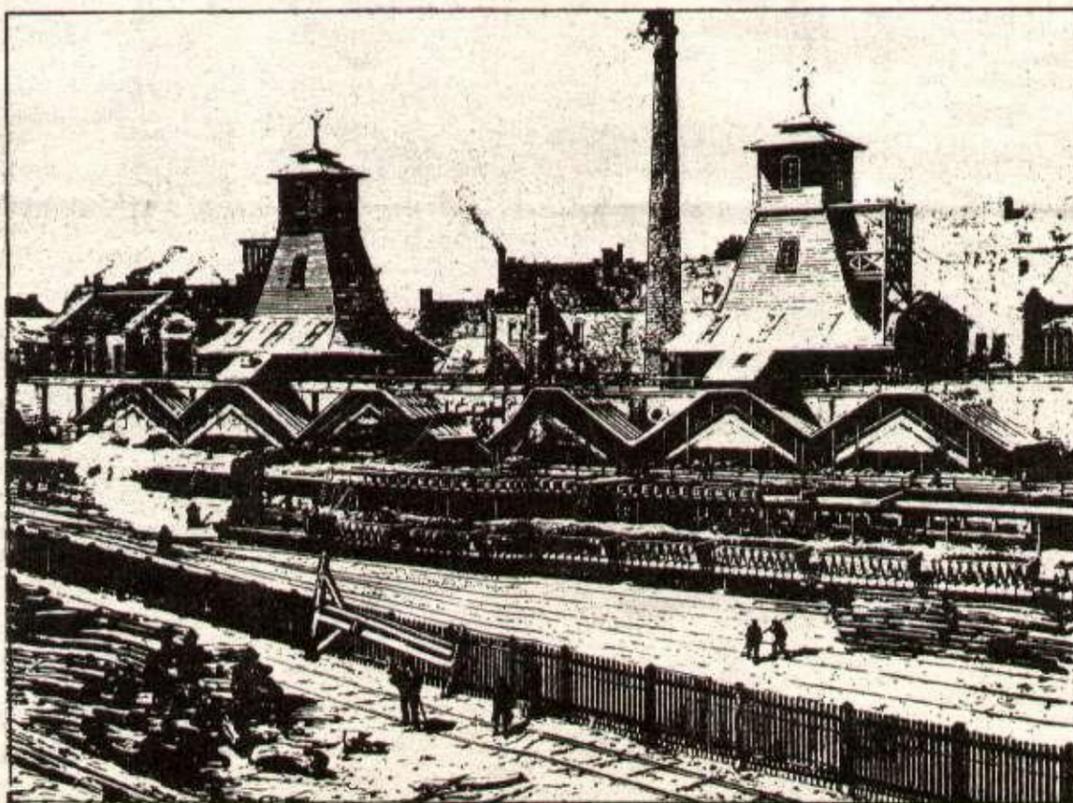
Pour Zola, dans les basses classes, tout se passe au niveau des pulsions, et jamais au niveau de la réflexion. Ça travaille, ça germe, mais ça n'est pas organisé.

Ensuite, au moment où Zola écrit *Germinal*, l'amnistie de 1880 a eu lieu, le mouvement anarchiste redémarre. Zola a peur du rouge. Et Zola met en garde sa classe, la bourgeoisie, contre les effets de la misère, contre le danger que représente le peuple.

Débat mené par Michèle ROUX et Sophie RANNOUX

GERMINAL  
UN ROMAN ANTIPEUPLE  
Paule LEJEUNE  
Editions Nizet - Prix 64,20 F  
222 pages

Les mines du Creusot au XIX<sup>e</sup> siècle



Zola, en voulant écrire *L'histoire naturelle et sociale du Second Empire*, et surtout *Germinal*, a posé la question de l'importance de la littérature comme reflet direct de la réalité sociale provoquant chez les révolutionnaires une controverse qui ne semble pas près de s'éteindre.

En décrivant la réalité, l'a-t-il dénoncée ? Comment, dans un livre qui a une orientation contestée, évaluer les éléments positifs ? Comment fait-on la part de l'idéologie bourgeoise ?

Nous publions aujourd'hui un entretien entre Paule Lejeune (maître-assistante, auteur de *Germinal, un roman anti-peuple*), Michèle Roux et Sophie Rannoux, et la contribution d'une enseignante. Le débat est ouvert.

## «L'annonce de la germination future»

Toute polémique, pour ou contre Zola, risque d'être stérile si elle se réduit à cette question : l'auteur de *Germinal* et de *L'assommoir* était-il un «écrivain du peuple» ? A coup sûr, si l'on entend par là écrivain au service du peuple, la réponse est négative. Zola n'est ni issu du peuple, ni au service du peuple ; le point de vue qu'il apporte sur le peuple est tout extérieur, il est un regard, qui se veut objectif, scientifique, sur les conditions de vie et de travail du peuple, notamment des mineurs. Entre Zola et le peuple, il n'y a pas de communication intuitive, pas d'intimité vécue. Ses enquêtes sont une simple vérification a posteriori d'un schéma déjà construit, et non la matière première de l'œuvre. A la limite, Zola revendique ce rôle de confirmation de l'enquête, conforme en cela à la méthode expérimentale de Claude Bernard à laquelle il se réfère.

Ces objections une fois faites, le problème demeure entier. Car juger l'apport de Zola, au plan de l'histoire littéraire, implique une enquête sur les caractéristiques du roman avant Zola et à l'époque de Zola, et non un jugement en fonction de ce que nous voudrions que soit un écrivain dans le camp du peuple. Le peuple, la classe ouvrière, étaient-ils présents dans la littérature romanesque avant Zola, de quelle façon et dans quelle proportion ? Zola a-t-il fait progresser cette présence du peuple dans la littérature ? La lecture d'une œuvre comme *Germinal* révèle le chemin parcouru depuis Balzac : de la dénonciation des tares de la bourgeoisie, dénonciation parfois complaisante, toujours liée au rêve d'une ascension socia-

le qui se clôt par la chute, on est passé à une mise en accusation par des personnages du peuple de ce que la bourgeoisie lui impose. L'évolution est de taille.

Zola n'est ni le premier ni le seul à avoir introduit le peuple dans la littérature. Mais il y a loin d'un traitement épique, mythique, idéalisé du peuple comme chez Hugo ou Michelet à une description naturaliste. Les caractéristiques du roman naturaliste (observation des faits, mise en lumière du déterminisme, influence du milieu social sur l'individu, rôle de l'hérédité), aboutissent objectivement à une vision tragique et révoltante des conditions de vie du peuple, à une sympathie du lecteur pour ceux qui souffrent, luttent et, malgré l'échec, affirment leur foi en l'avenir et lui font partager «l'espoir fiévreux de la revanche».

On peut préférer la littérature de la Commune au naturalisme de Zola. On peut estimer qu'entre les écrits où le peuple prend la parole et ceux où on la lui donne, la mesure n'est pas égale. Elle ne l'est pas en effet. Mais il conviendrait peut-être de s'interroger sur les conditions de diffusion des uns et des autres, sur leur influence réelle, leur public respectif. *Germinal* est un de ces textes qui fait progresser collectivement la conscience de ceux qui le lisent, qui rendent l'injustice intolérable.

On a parfois beaucoup insisté sur l'image négative du peuple présentée par Zola, masse abruti par le travail et l'alcoolisme, se débattant sous une fatalité inéluctable, échouant lamentablement dans ses tentatives de grève et d'organisation. Est-ce bien là la leçon que les personnages de *Germinal* tirent de la grève ? Zola met au cœur de l'ensemble des ouvriers qui reprennent le travail «la rage d'avoir cédé» et l'espoir de la revanche. Il met dans la bouche de la Maheude ce propos : «Ça ne porterait pas chance aux bourgeois d'avoir tué tant de pauvres gens. Bien sûr qu'ils en seraient punis un jour, car tout se paie... Et dans sa résignation séculaire, dans cette hérédité de discipline qui la courbait à nouveau, un travail s'était fait, la certitude que l'injustice ne pouvait durer davantage, et que, s'il n'y avait plus de bon Dieu, il en repousserait un autre, pour venger les misérables». Et Etienne à son tour affirme la naissance prochaine de la société nouvelle : «S'il fallait qu'une classe fût mangée, n'était-ce pas le peuple, vivace, neuf encore, qui mangerait la bourgeoisie épuisée de jouissance ?» Ainsi les principaux personnages, à la fin du roman, affirment que leur lutte a contribué à faire craquer la vieille société en ruines et annoncent la germination future.

Que subjectivement Zola ait voulu par là adresser une mise en garde à sa propre classe n'est peut-être plus l'essentiel. Comme toute œuvre, *Germinal* appartient surtout à ses lecteurs, à sa postérité. *Germinal* apprend la haine de classe, la nécessité de la révolte, le caractère violent de l'explosion future, la force que constitue le peuple, la certitude de lendemains meilleurs. Ce n'est déjà pas si mal.

Cela fait belle lurette que les ouvriers immigrés de la SAM à Oisème, près de Chartres, ne comptent plus sur M. Stoléro. On les comprend. La politique gouvernementale dite «en faveur des travailleurs immigrés» et de «la revalorisation du travail manuel», ils la vivent tous les jours. Et comme ils en avaient assez, depuis le 12 avril, ils ont décidé d'arrêter le travail et de bloquer les issues de l'entreprise jour et nuit.

En un mois de grève ils ont déjà une riche expérience de ce que Giscard appelle «la décripation». Vendredi 4 mai, ils se faisaient attaquer par des fascistes sous l'œil bonasse des gendarmes et le lendemain par les CRS...

Leur moral n'en est pas pour autant atteint car, plus d'une fois, ils ont constaté qu'il existait dans le «grenier à blé de la France» une réelle solidarité autour de leur mouvement.

## EN PLEIN CŒUR D'UNE DES REGIONS LES PLUS RICHES DE FRANCE, UNE ENTREPRISE DU DEBUT DU XIX<sup>e</sup> SIECLE

«En plaine Beauce», publication à tendance écologique, diffuse dans la région de Chartres un numéro spécial. Exclusivement consacré à la grève des ouvriers de la SAM, ce journal, à l'aide des très nombreuses photos qu'il publie, dresse un tableau effarant de ce qu'est cette usine qui emploie, avec les cadres, 320 personnes.

### LE PATRON EST UN ANCIEN NAZI

Pour l'occasion «En plaine Beauce» a pris un nom d'emprunt : «Holocauste». C'est que le patron de la SAM est un collaborateur expulsé de Belgique à la Libération pour avoir fabriqué des armes à l'usage des nazis. Privé de ses droits civiques, c'est donc sous le nom de sa femme, que Chefneu fonde en 1954 trois usines, l'une à Caen, l'autre à Colombes et la troisième à Oisème, non loin de Chartres.

### LA TROISIEME GREVE DEPUIS 1973

Dans cette dernière usine, c'est déjà la troisième

fois, depuis 1973, que les ouvriers se mettent en grève.

En 1973 c'était contre le bidonville de l'entreprise et pour l'installation de sanitaires et d'habitations. En 1976, au bout de trois semaines, les grévistes, soutenus par la CGT, obtenaient le 13<sup>e</sup> mois ; sur le papier. Le patron, en effet, n'a jamais respecté l'accord qu'il avait pourtant signé...

### UN VRAI BAGNE

Il y a de bonnes raisons à ce que les 145 grévistes fassent preuve de telle détermination dans leur mouvement depuis un mois. Cette usine n'est rien d'autre qu'un bagne. Ainsi un ouvrier devra soulever dans sa journée 150 à 200 tambours de freins de camions, le poids de chacun dépassant les 80 kgs. «En plaine Beauce» ajoute : «Le chargement de la benne alimentant le cubilot, en fonte, vieille ferraille et coke, se fait lui aussi à la main (rendement imposé : 10 chargements par heure).» Le désordre dû à la

vétusté des installations est une source permanente d'accidents. On comprend dans ces conditions pourquoi il y a 7 accidents du travail déclarés par semaine en moyenne à la sécurité sociale. Le journal écologiste précise : «Les pieds et mains brûlés, les doigts écrasés et les yeux atteints par des projections ne se comptent plus ; sans parler des constantes inhalations de poussières, aux effets non décelés.»

Des travailleurs en grève témoignent sur la durée du temps de travail, sur les heures supplémentaires non payées : «On travaille 8 heures et demie par jour et un samedi sur deux 7 heures ou 4 heures, ça dépend. Il y a 5 gars qui travaillent la nuit.»

### EN BEAUCE AUSSI FOYER PRISON ET BIDONVILLE D'ENTREPRISE

Certains ouvriers habitent au foyer Coatel à Lucé ou à Mainvilliers : «Quand on commence à 4 heures, il faut se lever à deux heures du matin. Le car de la SAM passe à 3

heures du matin. Le soir, après 22 heures, on ne peut plus recevoir des amis. Si on a une amie, alors là pas question.»

25 ouvriers habitent sur place, ils paient 60 francs par mois. «Ils sont six par chambre. Pas d'eau chaude, pas de chauffage. Rien que la lumière et l'eau froide...»

### AGRESSIONS FASCISTES

Malgré la détermination des ouvriers, le patron ne s'avoue pas vaincu. Le vendredi 4 mai, à 8 heures du matin, un commando attaqua les grévistes. Le tract de la CGT raconte : «Ce matin vers huit heures, une vingtaine d'hommes casqués, bottés, armés de barres de fer descendent de véhicules immatriculés dans la région parisienne et se jettent sur les grévistes campant à l'extérieur de l'usine». Par la même occasion les nervis agressent le secrétaire de l'Union Départementale sous le regard passif des flics «qui, de la voix, excitent la haine des nervis». Les fascistes doivent se



### «Il faut qu'on gagne !»

réfugier dans les bureaux, les grévistes ne se laissant pas faire. Les flics présents refuseront de transporter les 6 blessés à l'hôpital.

### RIPOSTE POPULAIRE

Le soir même, 1 500 travailleurs de la région se rassembleront à l'appel de l'UD CGT pour protester contre l'agression du matin. Mais, pendant le week-end la bourgeoisie enverra plusieurs fois 80 CRS pour déloger les grévistes et surtout pour permettre au patron d'évacuer les pièces déjà achevées. A 8 heures le lundi matin, un nouveau rassemblement était convoqué. Pour soutenir cette grève un comité s'est mis sur pied regroupant des travailleurs de diverses tendances et qui travaille en bonne intelligence avec l'UD CGT. La détermination des grévistes est très forte : «Il faut qu'on gagne disent-ils sinon on ne rentrera plus jamais dans cette boîte.»



Les ouvriers doivent transporter les sacs de sable sur plusieurs centaines de mètres et faire passer cette charge au-dessus du mur.

Photos extraites du numéro spécial de En plaine Beauce



C'est peu dire que l'usine est vétuste...

## 23<sup>e</sup> congrès du PCF Des militants du PCF :

### «Il n'y a pas de socialisme dans les pays de l'Est»

Conférence de presse d'oppositionalistes du PCF

## LE 23<sup>e</sup> CONGRES, «UN VIRAGE EN ARRIERE, A DROITE ET A L'EST»

Judi, plusieurs militants critiques du PCF tenaient une conférence de presse pour donner leur point de vue sur le congrès de leur parti, et faire part de leur rencontre avec des délégués de la Charte 77, à Prague.

Trois militants du PCF se sont rendus à Prague pour rencontrer, à leur demande, des membres de la Charte 77 (voir ci-dessous). Ils ont également eu des entretiens avec Kriegl, ancien membre dirigeant du PCT, exclu depuis l'intervention soviétique. Deux d'entre eux, Didier Lapostre et Daniel Ouaki, ont été arrêtés par la police tchèque, et ont vu leurs documents confis-

qués. Ils ont ensuite été expulsés par le premier train.

Lors des entretiens qu'ils avaient eus avec les dissidents tchèques, ceux-ci leur avaient confirmé les multiples tracasseries dont ils sont l'objet : interdits professionnels, atteints diverses à leurs libertés (fouille de courrier, coupures de téléphone...). Les militants du PCF leur ont fait part du projet de résolution présenté au 23<sup>e</sup> congrès du PCF : les membres de la Charte 77 ont exprimé leur stupéfaction devant le «bilan globalement positif» tiré par la direction du PCF. Ils ont rappelé à ce sujet les multiples atteintes aux libertés démocratiques qui caractérisent le régime mis en

place par les occupants soviétiques. Ils ont transmis dans ce sens une lettre au congrès du PCF (voir ci-contre).

Cette lettre a été transmise au bureau du congrès, donc pas à l'ensemble du congrès, comme le demandait la délégation.

Les militants oppositionnels présents ont vivement mis en accusation la ligne suivie par leur parti en ce qui concerne les pays de l'Est.

Hélène Parmelin devait déclarer : «Il n'y a pas de socialisme dans ces pays» et dénoncer «l'impérialisme soviétique». Un militant de l'UEC de Villeteuse parlait de «virage en arrière, à droite et à l'Est» pour caractériser la dernière évolution de son parti.

Nicole-Edith Thévenin, de la revue *Elles voient rouge*, devait déclarer que les militantes féministes regroupées autour de cette revue entendaient participer à cette dénonciation des régimes de l'Est.

Yves Roucaute devait parler de la «normalisation» en cours dans le PCF, citant notamment le licenciement d'un journaliste de *L'Humanité*.

Hélène Parmelin concluait en disant que, sans doute, la direction du PCF allait accuser les militants du PCF organisateurs de la conférence de presse d'«apporter à la droite». Elle récusait d'avance cet argument en déclarant : «Ce que les pays de l'Est apportent à la droite, c'est leur vérité».

François NOLET

Le vendredi 4 mai 1979, les porte-parole de la Charte 77 ont rencontré les membres du PCF, Daniel Ouaki, Didier Lapostre et Violette Harvin.

Les porte-parole de la Charte 77 ont accueilli avec enthousiasme l'intérêt de ces communistes pour les problèmes concernant leur pays.

Les porte-parole de la Charte attirent l'attention du PCF, qui, à maintes reprises, s'est prononcé pour le respect des accords d'Helsinki, et l'a prouvé dans la pratique, et de même sur les atteintes aux droits démocratiques en Tchécoslovaquie.

Nous profitons de la venue à Prague de ces trois militants communistes, pour leur demander de remettre une adresse au XXIII<sup>e</sup> congrès du PCF.

Reconstitution du communiqué confisqué par la Sûreté d'Etat tchèque

Chères déléguées, chers délégués,

La Charte 77 n'est pas un regroupement oppositionnel, ni un groupe politiquement homogène. Il y a parmi nous des hommes d'opinions très différentes, communistes inclus. Nous sommes une libre

association de citoyens qui ont décidé de s'efforcer d'agir pour l'application et les respects des droits de l'homme, droits civiques et sociaux, inscrits dans la Constitution tchèque, et reconnus par les conventions internationales et l'Acte final de la conférence d'Helsinki.

## Lettre de la Charte 77 adressée au congrès du PCF

Au moment où se tient votre Congrès, il y a en Tchécoslovaquie, dont les représentants proclament leurs idéaux communistes, des milliers de citoyens qui sont, avec leur famille, exposés à la répression policière et judiciaire, aux interdictions professionnelles, aux interdictions de poursuivre des études, et à toutes sortes d'autres persécutions, uniquement parce qu'ils s'obstinent à exiger le respect de leurs droits garantis par la loi, ou tout simplement expriment librement leurs opinions. Un certain nombre de citoyens tchèques ont été en fin de compte condamnés à des peines de prison uniquement parce qu'ils ont adressé aux administrations tchèques compétentes des lettres privées contenant des réclamations ou des critiques.

Nous voudrions attirer tout particulièrement votre attention sur les cas concrets de quelques citoyens innocents, qui sont en prison en Tchécoslovaquie, ou qui sont poursuivis pénalement, peut-être surtout parce qu'ils ont été pendant de longues années membres et hauts dirigeants du Parti communiste.

Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, ancien membre du P.C.T., vous est suffisamment connu. Il est en ce moment emprisonné, et sa peine doit être ces jours-ci prolongée de 18 mois encore qu'il n'a pas purgés (suite à sa précédente condamnation politique à 6 ans et demi). Le docteur Josef Danisz qui, en tant qu'avocat, a défendu avec courage et opiniâtreté Sabata, a été exclu du Barreau. Il est actuellement accusé, en rapport avec la défense qu'il assurait, d'avoir outragé un représentant de l'autorité publique — ce qui peut lui

valoir un an de prison.

Le journaliste Jiri Lederer, bien connu, se trouve déjà en prison depuis 3 ans, pour avoir fait passer à l'étranger des œuvres littéraires d'auteurs tchèques.

Contre Ladislav Lis, permanent durant de longues années aux Jeunesses communistes et au Parti, à cause de sa participation à la Charte 77 et au Comité des Personnes injustement poursuivies, on a fabriqué des accusations artificielles, y compris celle de faux témoignages (en ce qui concerne des actes illégaux de fonctionnaires de la Sûreté). Il risque 3 ans de prison, et il a déjà fait 2 mois de détention.

A plusieurs reprises, vous vous êtes déjà prononcés sur l'idée que socialisme et liberté étaient indivisibles. Pour ces raisons, nous vous demandons de prendre position contre la continuation et l'extension de la répression illégale contre les citoyens tchèques qui pensent librement. Nous apprécierons tout particulièrement que votre Congrès se solidarise publiquement avec ces quatre citoyens illégalement poursuivis, dont trois sont vos camarades, sur lesquels nous avons attiré ici votre attention.

Nous vous saluons et vous souhaitons un Congrès fructueux.

PRAGUE, LE 5 MAI 1979

Dr. Vaclav Benda  
Porte-Parole de la Charte 77  
Jiri Dienstbier  
Porte-parole de la Charte 77  
Zdena Tominova  
Porte-parole de la Charte 77  
Dr. Jaroslav Sabata  
Porte-parole de la Charte, en prison

## ● Jaroslav Sabata de nouveau condamné

Judi, à Prague Jaroslav Sabata, ancien membre du comité central du PCT, porte-parole de la Charte 77, déjà emprisonné, a été condamné à 18 mois de prison supplémentaires, reliquat d'une peine infligée en 1972 pour activité contre l'Etat. Condamné à 6 ans et demi de détention, il avait été libéré en 1976 après cinq ans de prison, à la condition d'avoir une conduite satisfaisante pendant trois ans. Il avait été de nouveau arrêté en octobre 1978, alors qu'il tentait de prendre contact avec des dissidents polonais.

## Europe : solidarité des prolétariats et des peuples

### MEETING

Dimanche 20 mai  
14 h 30  
Paris-Mutualité

- Pour l'unité des luttes anticapitalistes, contre le chômage et la répression
- Pour l'unité européenne contre les menaces de guerre des deux superpuissances

A l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire, du Parti Communiste Marxiste Léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

## ● Centrale nucléaire de Fessenheim : en cas d'accident...

Les autorités locales de la région de Fessenheim viennent enfin de répondre aux exigences de la population par la publication d'un plan particulier d'intervention (PPI) en cas d'accident survenant dans le fonctionnement de la centrale nucléaire. Mais si une telle publication qui n'est pas celle du plan Orsec-rad, lève le voile du secret, il reste que d'ores et déjà son efficacité est mise en doute. Trois types d'incidents sont répertoriés, avec chacun des consignes particulières. L'accident jugé le plus grave, celui «d'émissions d'effluents radioactifs dont le rejet n'est pas autorisé», conduit les autorités à envisager l'évacuation des populations dans un rayon de cinq kilomètres autour de la centrale (le nombre de personnes touchées par cette mesure ne devrait pas dépasser 1 700 !), tandis que celles présentes dans un rayon de dix kilomètres devront se confiner chez elles en bouchant les aérations et allumer la radio... Aucun exercice de simulation n'est envisagé. Un plan qui semble pour le moins dérisoire ; on comprend que les autorités soient si peu fières de sa publication !

## Manifestation devant l'ambassade de Tchécoslovaquie

Judi à 18 heures, une délégation d'une soixantaine de personnes, pour la plupart militantes du PCF, se présenteront à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour remettre une motion exigeant la libération de Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, et pour déposer une gerbe à la mémoire de Jan Palach, étudiant tchèque qui s'est immolé par le feu après l'agression soviétique contre son pays.

L'ambassade était close, et d'importantes forces de police en interdisaient l'accès.

Les militants critiques appelaient à un autre rassemblement ce vendredi à 14 h 30 devant l'ambassade soviétique.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942